

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

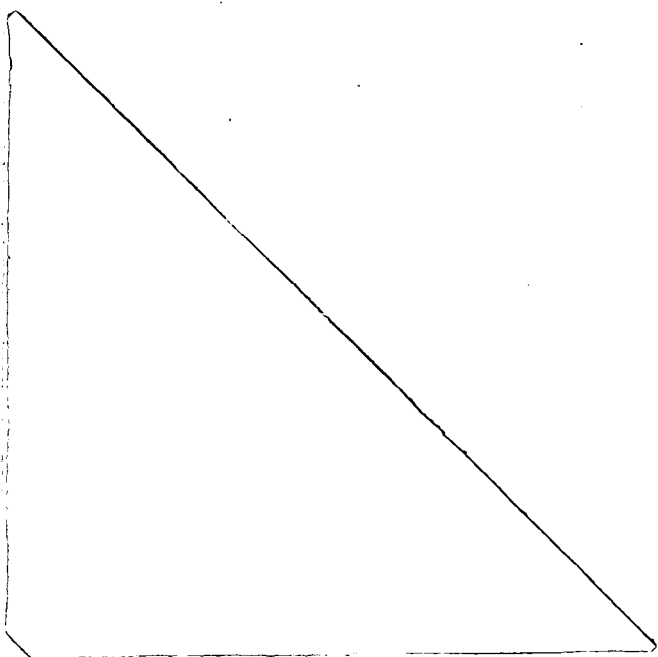
ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

VII.

UNIVERSITÉ JÓZSEF ATTILA
Département d'Histoire Moderne
et des Études Méditerranéennes

SZEGED 1997

JATE Egyetemi Könyvtár
Szeged



Tb 41818

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ETUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

VII.

UNIVERSITÉ JÓZSEF ATTILA

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE MODERNE ET DES ETUDES MÉDITERRANÉENNES

SZEGED

1997

Directeur de publication

László J. Nagy

Comité de Rédaction

Kertészné Varga Beáta, Eördögh István, Kövér Lajos, Kukovecz György

Rédaction, publication

Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék

H-6722 Szeged Egyetem u. 2.

Tel/Fax: (36-62) 454-135/454464

e-mail: jnagy@hist.u-szeged.hu



TO 1818

Les opinions émises dans les arcticles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

JATE Egyetemi Könyvtár



J000084401

Sommaire

LÁSZLÓ J. NAGY

Cultiver la Méditerranée 5

SALVATORE BONO

Europe et Islam en Méditerranée 13

MARIO MALINOWSKI

La Córdoba de 1492: una sociedad del tránsito 23

FERENC TÓTH

Un Hongrois qui a sauvé l'Empire ottoman 53

*Cultiver la Méditerranée**

László J. Nagy
Université József Attila
Szeged — Hongrie

Quel est l'intérêt de l'étude de la Méditerranée en Hongrie? Apparemment la question paraît juste parce que la Hongrie n'avait pas de relations durables avec la Méditerranée. Mais nous ne pouvons pas nous permettre que notre intérêt soit motivé uniquement par les relations "physiques". Surtout pas de nos jours, à l'époque de la globalisation accélérée, quand les continents et les peuples se rapprochent de plus en plus tout en découvrant de nouvelles ressemblances et diversités dans l'histoire. La connaissance du monde élargi se présente comme devoir, celle de l'autre nous enrichit et cultive.

L'histoire de la Méditerranée est si riche et si variée qu'elle reste toujours intéressante, on peut y étudier presque tous les aspects de l'histoire de l'humanité. Elle est, d'après Braudel, "trois communautés culturelles, trois énormes et vivaces civilisations, trois monstres toujours prêts à montrer les dents, trois personnages à interminable destin, en place depuis toujours, pour le moins depuis des siècles et des siècles."¹

Ces trois civilisations sont l'Occident, l'Islam et l'univers Orthodoxe. L'Occident, c'est l'univers chrétien, plus exactement la Romanité qui s'étend sur toute l'Europe, traverse l'Atlantique et forme un espace global où "le soleil ne se couche jamais".

L'Islam, l'autre civilisation est "un contre-Occident". Ses relations avec l'Occident sont contradictoires et ambiguës, ce sont rivalité, hostilité, emprunt qui les caractérisent. Ainsi deviennent — au cours de l'histoire — ces deux univers "des ennemis complémentaires" (aux dires de Germaine Tillon).

Le troisième univers, le monde Orthodoxe est un lien entre les deux civilisations susdites, il nous touche, nous- autres Hongrois, directement par la péninsule Balkanique.

La présence de ces trois civilisations dans un espace quasi fermé rend la Méditerranée le trésor inépuisable de la "science de l'homme", de la science historique. Cultures, civilisations et les intérêts matériels et politiques qui se

* Extraits du projet d'étude et de recherche du Département d'histoire moderne et des études méditerranéennes établi en mars 1997 à József Attila Université, Szeged - Hongrie.

1 Fernand Braudel(ed): La Méditerranée. L'espace et l'histoire. Flammarion 1985. pp. 158-159.

cachent là-dessous l'a rendue une zone agitée. Entre autres c'est cet état de pleine de contradictions qui rend la Méditerranée intéressante pour nous, les Hongrois et ceux de l'Europe centrale et orientale tout en offrant un domaine excellent pour les recherches comparatives. Nous n'indiquons que quelques problèmes dignes à se servir pour la comparaison.

Le rôle surchargé du fait national et du problème ethnique. La formation de l'Etat-nation et le processus de la modernisation se réalisaient à travers des graves conflits au cours desquels surgissait toujours le problème des minorités (sous forme du régionalisme, de la question des frontières etc.). Le dénouement (ou plutôt la canalisation) des conflits nationaux et sociaux paraît avoir lieu dans le cadre du processus d'intégration européenne (Chypre, Hongrie-Roumanie, Slovaquie).

Le problème territorio-ethnique (celui des minorités) n'est pas du tout un phénomène appartenant exclusivement à l'Europe centrale et orientale. Il surgit d'une manière tragique aussi dans les pays arabes considérés homogène du point de vue linguistique et culturel. Il suffit de penser au Liban ou bien aux Kurdes. Dans les pays du Maghreb les Berbères (en Algérie et — depuis peu — au Maroc) revendiquent l'autonomie culturelle et linguistique.

Le problème des minorités au Proche-Orient — comme à l'Europe centrale et orientale — est la conséquence de "l'arrangement" réalisé par les puissances vainqueurs de la guerre 1914-1918, d'abord aux accords secrets, ensuite à la conférence de paix. Les Arabes du Proche-Orient ont aussi leur "Trianon"²: San Remo. La conférence eut lieu les 18-24 avril 1920 où les grandes puissances (la France et Grande-Bretagne) se mettaient d'accord sur les zones d'influence. Feysal, chef des tributs arabes révoltés contre les Turcs en 1916, avait beau demander aux Puissances de la Conférence de paix de considérer les habitants des différentes régions arabes comme "one potential people, jealous of ther language and liberty" et "not to consider only from the low ground of existing European material interests and supposed spheres".³ Les puissances européennes ne s'en soucièrent pas.

La France cède la vilayet de Mossoul aux Britanniques en contrepartie d'une participation à l'exploitation du pétrol de la Mésopotamie (20% et plus tardt 25% des actions du Turkish Petroleum Company) et eccepte que la Palestine faisant partie de la Syrie ottomane passe aussi à l'influence britannique en récompense

2 Le traité de paix entre la Hongrie et les puissances de l'Entente fut signé le 4 juin 1920 à Versailles, au palais du Petit Trianon. En vertu du traité la Hongrie conserva 30% de son territoire et 40% de sa population d'avant-guerre. Les bénéficiaires furent la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Un Hongrois sur trois devint ainsi ressortissant d'un pays étranger (au total 3 millions Hongrois).

3 Antoine Hokayem - Marie Claude Bittar: L'empire ottoman, les arabes et les grandes puissances 1914-1920. Les Éditions Universitaires du Liban, Beyrouth 1981. p. 104.

de l'appuie de Londres dans la question de la Rhénanie. Tout cela s'est fait. Et c'est en ce temps-là – au printemps de 1920 – que la politique de la France commença à changer en Europe centrale où les Anglais deviennent très actifs. La question se pose: est-ce qu'il y a du rapport entre "l'arrangement" des affaires des deux empires vaincus? Est-ce qu'il n'y aurait pas propice et fructueux d'analyser "l'arrangement" des affaires de l'Europe centrale du point de vue des intérêts globaux des grandes puissances? Autrement dit il faudrait étudier *tout d'un temps et en corrélation réciproque* le processus de "l'arrangement" au Proche-Orinet et en Europe Centrale?

Aux moments du "grand arrangement" est apparu le pétrol, "le sang noir des batailles" (Clémeceau), chance et malheur en même temps pour les peuples du Proche-Orient. Il se retrouve toujours à l'origine des guerres ayant des conséquences même sur les événements de nos jours. Le pétrol joua un rôle décisif à la conférence d'Uqair (novembre 1922) où – sous la direction des Britanniques – les frontières de l'Irak, du Koweit et du Nedj (la future Arabie Saudite) furent déterminées.⁴

Lors de la crise suezo-hongroise de 1956 il avait un rôle important dans la formation de la position euroatlantique ayant une influence directe sur l'issue du drame hongrois. L'exploitation plus exhaustive des archives de l'Europe occidentale pourrait rendre l'image plus nuancée formée sur la crise parallèle de 1956.

L'importance de l'espace méditerranéen paraît être justifiée de ce que les doctrines présidentielles d'après-guerre des Etats-Unis y sont toutes enracinées. La doctrine de Truman (1947) touche à la Grèce, celle de Eisenhower (1957) au Proche Orient, celle de Carter (1980) au Golf arabo-persique et au petrol de la région. Le choc pétrolier de 1973 qui fut le début de la mutation radicale de l'économie et de la politique mondiales avait un impact déterminant sur le destin de l'Europe centrale. Par ses effets (endettement etc.) il a contribué largement à l'effondrement socio-politique des régimes socialistes. Pour saisir l'importance actuelle de l'espace méditerranéen il est suffisant de citer les résolutions de la conférence euroméditerranéenne de Barcelone (les 27-28 novembre 1995). Et à ce propos nous ne pouvons pas éviter de poser la question: est ce que les pays de la Méditerranée seront des partenaires ou des concurents au cours du processus de notre adhésion à l'Union européenne. En tout cas il paraît certain que nous ne serons pas traités d'une manière privilégiée à leur détriment.

Dès le moyen-âge nous avons des relations directes avec la Méditerranée: participation à la croisade menée à la Terre Sainte (1217), intenses relations

⁴ Henry Laurens: Le contentieux territorial entre Irak et Koweit. Monde arabe Maghreb-Mashrek 1990. nr. 130. p. 180.

économiques et culturelles avec l'Italie du Nord. Et aux XVI-XVII^{ème} siècle notre région et le rive Sud de la Méditerranée appartenaient au même Empire ottoman. Avons-nous examiné suffisamment l'influence et les effets de la politique méditerranéenne de l'Empire ottoman sur l'Europe centrale? Il serait aussi utile de répertorier les relations des Hongrois faites sur la Méditerranée. Elles pourraient constituer des contributions intéressantes. Nous n'en citons que quelques exemples.

Gábor Pécsváradi, un franciscain, faisant voyage à la Terre Sainte, fut le témoin oculaire de la campagne du sultan Sélim au cours de laquelle l'Égypte fut conquise: "En 1516, quand j'étais à Jerusalem, l'empereur des Turcs partit de Constantinople avec ses 300 mille soldats et il entra à Jerusalem sans qu'il y trouvât la moindre résistance... et maintenant, en 1517, il se trouve au Caire."⁵

De nombreux Hongrois faisaient apparition dans la Méditerranée aux XVI-XVII^{ème} siècles. Ils arrivèrent comme diplomates à Constantinople et – souvent – ils y restaient pendant des années comme prisonniers.⁶ D'autres étaient faits prisonniers par les Turcs en Hongrie et emmenés à Istanbul.⁷ En rentrant ils relatèrent leur aventure fournissant des éléments intéressants sur le monde osmano-méditerranéen.

Un Hongrois d'origine avait de haute position dans la province maghrébine de l'Empire ottoman: Djefar pacha, gouverneur d'Alger de 1580 à 1582, fut pris dans son enfance au cours d'une incursion au sud de la Hongrie.⁸

Mais la majorité des captifs se retrouvaient sur les galères comme rameurs. Beaucoup d'entre-eux étaient libérés contre rançon payé à la Porte ou aux corsaires maghrébins. Il est connu que dans les dernières décennies du XVI^{ème} siècle les papes intervenaient en faveur des 3 mille captifs dont 90 d'origine hongroise auprès du bey d'Alger. Les lettres envoyées par les papes au dey d'Alger contiennent des éléments précis: nom, date et lieu de naissance.⁹ Certainement, les archives du Vatican et des villes italiennes (Livourne, Gêne) doivent garder des documents inexploités concernant les captifs d'origine hongroise. Il y faudrait faire des recherches systématiques.

5 *Pécsváradi Gábor*: Jeruzsálemi utazás (Voyage à Jerusalem). Budapest 1963. p. 163. La première édition est de 1519, Vienne en latin: *Compedioso quaedam, nec minus lectu iocunda descriptio urbis Hierusalem*.

6 *Rubigally Pál*: Histoire de mon voyage à Constantinople en 1540 (en hongrois) in *Rabok, követek, kalmárok az oszmán birodalomban*. (Ed.: Tardy Lajos) Budapest 1977. p. 200.

7 *Husztai György*: Sa captivité en Turquie et son pèlerinage à Jerusalem 1532-1542. (en hongrois) *Ibidem* p. 243.

8 Sur Djefar pacha: *D. de Haedo*: Histoire des Rois d'Alger. Revue africaine, vol. XXIV. (1880) pp. 19-26.

9 Voir l'article de *Salvatore Bono*: Europe et Islam en Méditerranée.

La Hongrie entre en contact avec le Maghreb à la fin du XVIIIème siècle, durant les guerres dites "turques" (1787-1792). L'agent de Joseph II., l'empereur de l'Autriche, *Ferenc Dombay* (1758-1810) passait 10 ans au Maroc. Par ses livres écrits sur ce royaume maghrébin il est considéré comme un des premiers historiens du Maroc.¹⁰

Au début du XIXème siècle les relations sur les "Etats corsaires" maghrébins se multiplient en Hongrie. La majorité de ces livres est traduite de l'allemand. Leur valeur de source est inégale. Leur but était de mobiliser l'opinion publique contre ces "Etats barbares" pour les détruire. La presse hongroise de l'époque (p.ex.: *Hazai és külföldi tudósítások* - Reportages nationaux et internationaux) contiennent beaucoup d'informations sur l'Afrique du Nord. On peut lire dans cette presse des informations détaillées sur les préparations de l'expédition militaire française menée contre Alger, sur la prise de la ville, et, plus tard, sur la résistance dirigée par Abd el-Kader.¹¹

Le fait qu'au moment de la prise d'Alger un livre fut publié en Hongrie sous le titre *Algírnak statisztikai, geographiai és históriai leírása* (Description statistique, géographique et historique d'Alger) montre l'importance de cette expédition militaire. L'auteur du livre, *István Lassú* (1797-1852), est le fondateur des sciences statistiques en Hongrie.

Beaucoup d'officiers hongrois ont émigré en Turquie après la chute de la guerre d'indépendance de 1848/49. Ils se sont convertis à l'Islam et se servaient sous le drapeau ottoman au Proche-Orient.¹²

Si l'on peut parler d'une *politique méditerranéenne hongroise*, c'est seulement après le compromis austro-hongrois de 1867. Elle se formait dans les années 1880 et ne devenait cohérente que juste avant la guerre de 1914-18.

Aux festivités d'ouverture du Canal de Suez, en 1869, l'un des membres de la délégation austro-hongroise, dirigée par l'empereur François-Joseph, Emil Pongracz rédige et publie un rapport sur la situation financière et sur la structure des propriétaires terriens en Egypte.¹³ Ce document est une source à grande valeur. Deux rapports financiers étaient écrits avant le rapport susdit. L'un, sur l'année 1821 fait par Mengin se trouve dans son livre *Histoire de l'Egypte sous Mohamed Ali*. L'autre, sur l'année 1833, fut publié dans le bulletin officiel des consuls britanniques *Blue Book*.

10 Voir p.ex. *Geschichte der Scherifen oder der Könige des jetzt regirenden Hauses zu Marokko*. Agram, 1801.

11 Voir notre article: Image du Maghreb en Hongrie au temps de la prise d'Alger d'après la presse contemporaine. *Revue d'histoire maghrébine*, nos 31-32. (1983) pp. 321-324.

12 Voir p. ex. *Klapka György: Emlékeimből* (Mémoires). Budapest 1986., *László J. Nagy: La turcophilie en Hongrie au temps des crises d'Orient. Oriente moderno*, 1992. nos. 7-12. pp. 21-25.

13 *Bárá Pongrácz Emil: Szuezig és vissza*. Pest 1870. vol. II. pp. 157-182. Voir enore *Ij. Jankó János: Afrika és a magyarok*. Budapesti Szemle, 1888. pp. 423-439.



Le commerce de Fiume, ville sur l'Adriatique, attachée au Royaume Hongrois par l'impératrice Marie-Thérèse, devient plus animée après le compromis austro-hongrois. Le port accueille de 300 à 400 bateaux par an dans les années 1870, ce chiffre augmente à 4200 en 1896. Tenant compte de l'importance du commerce maritime la *Société de Navigation à vapeur Adria* est fondée en 1882. Ce sont cette société-ci et la Chambre de Commerce de Budapest qui chargent le géographe János Jankó de faire un voyage en Afrique du Nord pour préparer un rapport sur l'état du commerce hongrois et sur ses possibilités à l'avenir dans cette région-là. Le rapport ¹⁴constate d'importants intérêts hongrois. Notre exportation en sucre et en bois est considérable. Le bois hongrois domine le marché au Caire. L'alcool se vend bien: "Parmi les produits austro-hongrois ce sont les boissons qui sont les plus recherchés et qui auront surtout un bel avenir.". Notre bière est particulièrement préférée: "La bière austro-hongroise domine Alexandrie". Nous y en avons exporté 18 600 hectos en 1885. Une quantité importante de vêtements et de papiers a été aussi exporté. Terminant son rapport, János Jankó proposa d'ouvrir des agences aux grandes villes de l'Afrique du Nord pour relancer le commerce hongrois.

Au début du XX^{ème} siècle nos économistes réclamaient de plus en plus énergiquement l'élaboration d'une politique commerciale cohérente dans la Méditerranée. Ils proposaient de moderniser les ports, de mettre en service de nouvelles lignes régulières vers les ports de la Méditerranée, de réorganiser la Société Adria.¹⁵ Le gouvernement accepte ces propositions et commence à les faire réaliser. Le 17 octobre 1911 László Lukács, ministre des Finances, déclare à la réunion du conseil des ministres que la réalisation du projet est en bonne voie, mais il faut encore un an pour que la réorganisation de la Société Adria s'achève. En attendant il faut garder la position maritime des Hongrois à l'endroit des sociétés étrangères. Mais en ce moment-là il considère comme tâche la plus importante la mise en service des lignes régulières vers les ports nord-africains, en premier lieu au Maroc.¹⁶ Mais la guerre italo-turque a empêché l'achèvement du projet. Le gouvernement hongrois essaie de servir d'intermédiaire entre les deux pays belligérents et de localiser la guerre. Il n'en aura pas de succès: la guerre s'étendra sur la péninsule balkanique et sur toute l'Europe. Le traité de

14 Nemzetgazdasági Szemle (Revue d'économie nationale), 1888. pp. 520-541. Jankó János pour avoir tombé malade ne pouvait pas visiter Tripolitanie et Tunisie.

15 Hólek Sámuel: Magyarország és Északafrika (La Hongrie et l'Afrique du Nord). Közgazdasági Szemle (Revue économique), 1901. pp. 833-842., Kohányi Zoltán: Nemzeti tengerhajózási politikánk feladatai (Nos devoirs en matière de la politique maritime nationale). Közgazdasági Szemle, 1910. pp. 741-774. etc. Pour attirer l'attention de l'opinion publique sur l'importance du commerce maritime, la Société Adria publie dès 1911 la revue *Tenger* (la Mer).

16 Minisztertanácsi jegyzőkönyv (Procès-verbal du Conseil des ministres), 1911. október 17. Országos Levéltár (Archives Nationales), K 27. 19. M.T.

Trianon prive la Hongrie de son seul accès maritime et avec ça la possibilité d'une politique méditerranéenne très prometteuse disparaît. L'espace méditerranéenne (le monde arabe) n'aura de place relativement considérable dans la politique étrangère et commerciale de Hongrie (et c'est valable pour tout le bloc socialiste) qu'après la révolution égyptienne de 1952. Le tournant était la guerre de Suez.

Europe et Islam en Méditerranée

Salvatore Bono

Université de Perugia - Italie

Président de la SIHMED

Tout d'abord je désire remercier chaleureusement les organisateurs de ce colloque et en tout premier lieu mon cher collègue et ami Nagy Laszlo, un des fondateurs de la SIHMED (Société internationale des Historiens de la Méditerranée). Personnellement je suis content d'avoir pu revenir dans cette ville agréable après une dizaine d'années. D'autre part, comme historien, j'apprécie beaucoup que les organisateurs de cette rencontre d'aujourd'hui ont voulu donner à la réflexion sur les problèmes actuels de l'Europe et de la Méditerranée une perspective historique.

De nos jours tout le monde ne croit pas beaucoup que la connaissance historique puisse apporter une aide pour comprendre et résoudre des problèmes du monde actuel. En m'adressant surtout aux jeunes qui nous écoutent, je me permets de revendiquer ce rôle de la connaissance de l'histoire et donc du travail des historiens: la connaissance du passé est un instrument — parmi d'autres certainement — utile pour expliquer, comprendre et donc, enfin, pour agir sur la situation présente. C'est d'autant plus vrai si on considère les rapports dans le cadre de la Méditerranée, entre l'Europe et les pays arabo-musulmans: le poids de l'histoire est très lourd au niveau de ces rapports, concrètement et sur le plan spirituel et psychologique.

A présent nous allons jeter un coup d'oeil sur l'histoire des relations entre l'Europe et l'Islam en Méditerranée à partir de la seconde moitié du XV^{ème} siècle, période marquée par deux dates symboliques: 1453 et 1492. En mai 1453 les turcs ottomans en conquérant Constantinople, consacrent leur position de puissance sans rivale dans le vieux monde. D'Istanbul, la nouvelle capitale, l'empire est alors en train d'étendre sa domination et son influence toute la Méditerranée. En 1517, le pouvoir ottoman annexe la Syrie et l'Egypte, en 1522 il se libéra de la menace de Rhodes, forteresse des chevaliers chrétiens. .

Alors que l'Islam des rivages orientaux de la Méditerranée semble pouvoir lancer son ultime défi à l'Europe, à l'extrême opposé de la grande mer, c'est le monde chrétien qui repousse l'Islam, avec la chute en 1492 de l'Emirat de Grenade. A partir d'alors la péninsule ibérique appartiendra définitivement à l'Occident chrétien. Néanmoins à partir de cette date, avec la découverte du

nouveau monde et l'arrivée des Portugais en Inde en passant au dessous de l'Afrique, la Méditerranée ne se trouve plus au centre de l'histoire mondiale. L'Europe, en premier lieu l'Europe atlantique, s'ouvre aux océans et s'achemine vers la conquête des autres continents.

Dans le bassin occidental de la Méditerranée les Espagnols sur l'élan de la reconquête, occupent même des bases de la côte maghrébine (Tripoli est la plus orientale). De l'autre côté de l'espace méditerranéen, la puissance ottomane s'affirme sur la mer et sur la terre. En 1526, la bataille de Mohacs ouvre à l'Islam le coeur du royaume de Hongrie. Vienne résista au premier siège turc, mais la présence ottomane se consolida en Hongrie et dans les Balkans où elle dura longtemps.

En Méditerranée tout au long du XVIème siècle, on assiste à un affrontement entre les deux blocs. Vers la moitié de ce siècle-là, l'empire turc et ses "vassaux" barbaresques du Maghreb apparaissent désormais comme une menace inévitable. Les défaites chrétiennes se succèdent: des incursions et des menaces frappent d'année en année les côtes des pays chrétiens, perpétrées par la flotte turque ou par des corsaires maghrébins d'Alger, de Tunis et de Tripoli.

La défaite espagnole à l'île de Djerba (1560), une décennie après la reconquête musulmane de Tripoli aux chevaliers de Malte, marque le moment le plus désastreux pour l'Occident chrétien. Seule la résistance de l'île des chevaliers, Malte, durant le long siège de 1565 donne un moment de répit au front chrétien, qui obtient sa grande victoire à Lépante en octobre 1571. Alors l'Occident repris confiance.

Après Lépante, après la reconquête musulmane définitive de Tunis (1574), les deux adversaires distraits par d'autres engagements et d'autres dangers hors de la Méditerranée, acceptèrent l'équilibre atteint alors et concordèrent une trêve, renouvelée plusieurs fois. La Méditerranée – comme l'a dit Braudel – "sort de la grande histoire". Les deux adversaires laissent la mer à leurs corsaires: d'une part aux Barbaresques du Maghreb et de l'autre aux chevaliers-corsaires, ceux de Malte et ceux de Santo Stefano, installés depuis 1562 à Livourne, et enfin, aux corsaires particuliers (privés) dans de nombreux ports de la Méditerranée.

Au XVIIème siècle le monde islamique était en mesure d'affronter l'Occident chrétien et de remporter encore quelques succès. L'île de Candia fut enlevée aux Vénitiens au terme d'une guerre qui avait trainé longtemps. Dans le théâtre méditerranéen, les corsaires poursuivirent leur activité. Ils terrorisaient les populations, effectuaient des incursions, enlevaient les populations des localités en bordure de mer, gênaient la navigation et capturaient les navires avec leurs chargements d'hommes et de marchandises. Mais dans l'ensemble la puissance des Etats barbaresques diminua. Les escadres navales européennes attaquèrent les ports maghrébins et imposèrent des trêves. Juste le manque d'une volonté

unitaire empêcha l'Europe de mettre fin aux activités barbaresques. Par ailleurs, une course chrétienne sans égale s'affirma sur les mers du Levant.

La guerre corsaire — aussi bien du côté musulman que chrétien — a représenté un moment important dans l'histoire méditerranéenne, en particulier à l'âge moderne. Pourtant cette réalité, avec ses conséquences manifestes (incontestables), esclavage et conversions, n'est pas encore perçue dans une perspective convenable. Bon nombre d'auteurs parlent de piraterie et de pirates en Méditerranée: l'utilisation de ces mots au lieu de course et de corsaires, entraîne un jugement négatif envers ce phénomène historique et à la fois une réprobation morale et une sousévaluation de son ampleur et de sa portée.

La guerre corsaire était tout à fait légitime. Elle avait ses lois et ses règles, qui en régissaient tous les aspects: la délivrance de patentes, l'armement des navires, la capture des hommes et des choses, le versement de droits à l'état et aux institutions publiques, le partage des prises entre les armateurs et l'équipage.

Les gens à bord des navires ou arrachés à leurs maisons et à leurs occupations sur les côtes ou à leur proximité constituaient le butin le plus précieux capturé par les corsaires. Les personnes capturées étaient considérées et traitées comme des esclaves, propriété de l'état ou de privés qui les avaient capturées, objets de vente et de rachat. Les musulmans se procuraient des esclaves chrétiens pour en obtenir un prix de rachat tandis que l'utilisation des esclaves comme rameurs ou pour autre chose était secondaire et provisoire. Au contraire, les chrétiens utilisaient les esclaves comme force motrice des galères ou pour d'autres travaux: ils excluaient l'idée du gain à travers le rachat.

Pour leur part, les esclaves désiraient bien évidemment récupérer leur liberté et revenir dans leur patrie. Il y avait des institutions religieuses ou laïques dans le monde chrétien qui se chargeaient de promouvoir et d'organiser le rachat des esclaves. Ils envoyaient des représentants (appelés "rédempteurs"), ou ils confiaient cette tâche à des médiateurs sur place. Les esclaves pouvaient aussi récupérer leur liberté à travers des échanges, négociés par des privés ou des représentants publics. Quelqu'un arrivait heureusement à s'enfuir. Le butin, les marchandises et même les navires, fruit des activités corsaires, étaient commercialisés dans les villes corsaires ou ailleurs. En pays musulman les acheteurs étaient pour la plupart des marchands...européens. L'exportation des prises était essentielle pour rentabiliser l'activité corsaire et donc en permettre la poursuite.

Conséquence fondamentale de l'esclavage et donc de l'activité corsaire: une certaine proportion d'esclaves, chrétiens surtout mais aussi musulmans, consentaient sur des invitations plus ou moins pressantes, à se convertir à la religion du pays où ils se trouvaient. Cette conversion ne leur rendait pas automatiquement la liberté, mais c'était la condition pour améliorer leurs

conditions de vie et pour se rapprocher de la liberté et de leur intégration complète dans la nouvelle société. L'histoire des chrétiens convertis à l'Islam, qu'on appelait avec mépris "les renégats", est désormais assez bien connue. Les conversions des musulmans au christianisme le sont bien moins.

Pendant quelques siècles la guerre corsaire a donc constitué la trame d'un tissu serré de relations, d'échanges, d'influences, voire de coïncidences d'intérêts et de complicités diffuses en mêlant les uns avec les autres. C'est dans ce phénomène et la mémoire (trace) historique qu'il a laissé, que l'on distingue un des aspects fondamentaux d'"unité" dans la vie méditerranéenne de l'époque moderne. Ce phénomène a même touché des peuples qui ne sont pas riverains de la grande mer ou du moins qui ne le sont plus aujourd'hui.

Un grand nombre d'individus de différentes origines ont été effectivement impliqués dans cette grande circulation d'hommes de l'histoire méditerranéenne et en particulier dans le phénomène de l'esclavage. Parmi les vingt mille esclaves chrétiens présents à Alger en 1620 par exemple, un auteur nous signale la présence aux côtés de celle des riverains de la Méditerranée comme les Italiens, les Espagnols et ainsi de suite, aussi la présence de Hongrois ainsi que de Flamands et d'Écossais, de Slavons et de Danois, etc... Certains documents nous permettent de disposer de renseignements concernant directement des Hongrois.

Parmi les trois mille esclaves chrétiens en faveur desquels des lettres avaient été écrites au nom du Pape pendant les dernières décennies du XVI^e siècle, nous avons retrouvé environ 90 Hongrois, capturés entre 1562 et 1564 au cours des guerres qui se déroulèrent sur le front balkanique. Nous connaissons ainsi des noms (Nagy, plus d'un évidemment, Sarközi, Szalay) et des lieux de naissance (Buda, Eger, Kalocsa, Győr, Szigetvár). Une partie — nous ne pouvons pas préciser le pourcentage — de ces prisonniers-esclaves était dirigée vers des lieux et des régions de la Méditerranée. En tout les Hongrois conduits par les événements historiques sur les rives de la Méditerranée, du Levant et même jusqu'au Maghreb, furent sûrement nombreux, quelques milliers ou plusieurs milliers, dont un certain nombre qui furent employés comme rameurs sur les galères. Ceci pouvait les mener plus tard bien loin de leur lieu de naissance.

Lors d'une autre occasion, j'ai cité le cas de bien 70 Hongrois, musulmans ou considérés comme tels malgré eux, capturés par les impériaux et offerts en cadeau par l'empereur au grand-duc de Toscane en 1687. Le célèbre historien des "renégats", Bartolomé Bennassar, a relevé 27 Hongrois dans son *corpus* constitué de 1.550 européens convertis à l'islam. En répétant quelques indications que j'avais déjà citées autrefois, je rappelle à titre d'exemple, que parmi les gouverneurs locaux d'Algérie en 1581, il y en avait onze d'origine européenne et un d'entre eux était hongrois. Un Hongrois enfin devenu Djafer, qui était arrivé à

Alger en 1580, nommé pacha de la Régence (royaume) à la place de Hassan le Vénitien.

Revenons à l'ensemble de l'histoire de la Méditerranée, lorsque la grande mer "rentre" dans l'histoire. En effet après la bataille de Lépante vers la fin du XVIème siècle, elle était sortie de la grande histoire, selon les mots suggestifs de Fernand Braudel. Elle n'occupait plus, en d'autres mots, une place centrale dans l'histoire mondiale. Une nouvelle phase de l'histoire méditerranéenne débute avec un événement éclatant : l'expédition de Napoléon en Egypte en 1798. Mais un changement dans l'histoire de la Méditerranée s'était déjà profilé entre la fin du XVIIème et les débuts du siècle suivant.

Vers la fin du XVIIème siècle, la puissance musulmane, toujours aux mains de l'empire ottoman, avoua sa faiblesse face à l'Occident européen. Alors que les Turcs à la moitié du siècle étaient encore en mesure de soustraire l'île de Candie aux Vénitiens, les armées ottomanes guidées par Kara Moustapha échouèrent sous les murs de Vienne en 1683 et dès lors le déclin de l'empire et de tout l'islam méditerranéen commença, même si on assistera encore à quelques sursauts de reprise momentanée.

Après la libération de Vienne du siège turc, les terres de Hongrie furent libérées en quelques années de la domination ottomane. Le siècle suivant vit un lent resserrement (repli) de l'empire turc des Balkans et de la Mer Noire à l'avantage de l'Autriche et de la Russie, nouvelle arrivée en Méditerranée (en 1770 la flotte tzariste arriva en Mer Egée et y anéantit la flotte ottomane près de Smyrne). Dès les débuts du siècle on signale par ailleurs une autre présence en Méditerranée, la présence britannique (Gibraltar, Minorque), qui prendra toujours plus d'importance dans l'histoire de la mer interne.

Revenons à l'Egypte de 1798 : l'arrivée des Français fut le premier contact direct et massif depuis des siècles, depuis les croisades, entre les européens et les musulmans sur les rives de la Méditerranée. Napoléon et les Français représentent, face à l'Islam, une Europe bien différente de celle de l'époque de Lépante ou encore de celle de la guerre de Candie. Il s'agit désormais de l'Europe des Lumières, des révolutions anglaise et française, des parlements et des droits de l'homme. Face à l'Islam se trouve une Europe qui a vécu des bouleversements profonds, extrêmement transformée dans ses conceptions et dans ses structures politiques, économiques et religieuses. Cette Europe est en train de traduire le progrès de sa pensée philosophique en un progrès des sciences et de la technique, dans l'exploration et la conquête des terres nouvelles, dans la poursuite d'une supériorité écrasante au point de vue économique et militaire face aux autres peuples et civilisations.

Ce contact nouveau, direct et violent avec l'Europe ne laisse pas indifférent le monde islamique, qui a déjà dû constater au cours du XVIIIème siècle sa

difficulté à faire face aux armées et aux flottes européennes, parmi lesquelles il y a de nouveaux-arrivés redoutables, les Russes. En Egypte le bouleversement de l'occupation française, malgré sa courte durée, suivie par l'occupation britannique, ouvre la route à l'affirmation du pouvoir autonome de Mohammed Ali. En Egypte débute justement le premier cas de modernisation. Il s'inspire et se prend comme modèle l'Europe et se sert de conseillers, de techniciens, de professionnels et d'ouvriers européens.

En Egypte la modernisation commença brutalement sous l'occupation française que poursuit ensuite Mohammed Ali et ses successeurs. Dans l'empire ottoman, des initiatives suivant une ligne moderniste et réformiste débutent selon la volonté des mêmes sultans et des exposants de la classe gouvernante, qui espèrent pouvoir limiter la décadence de l'empire à travers les réformes, les célèbres Tanzimat. Cette tendance à réaliser des innovations dans les domaines administratif et militaire se manifeste aussi dans d'autres pays du monde musulman méditerranéen: en Tunisie dès les premières décennies du XIX^{ème} siècle, au Maroc au cours des dernières décennies, et en particulier dans le domaine militaire.

Il est bien évident que nous ne pouvons pas à présent rentrer un peu plus dans les détails. Ce qui nous intéresse est, entre autre, d'observer le résultat de ce processus de modernisation. Le cas de l'Egypte, le premier et le plus important, est exemplaire, car le processus parvient là pour la première fois à ses conséquences: la modernisation, qui dépasse les intentions et la conscience des acteurs européens ou musulmans, et provoque une ingérence européenne croissante, un lien et une subordination toujours plus étroite du pays à l'économie européenne, surtout un endettement toujours plus grand envers l'étranger. Cet endettement et cette subordination ont entraîné enfin l'instauration du contrôle colonial britannique en Egypte. La réaction anti-européenne se déclenche lorsqu'il était désormais trop tard pour éviter les conséquences extrêmes. Elle offre même aux Européens, comme dans d'autres cas, le prétexte pour intervenir avec la force et définitivement.

Le colonialisme européen — qui avait touché dès 1830 l'Algérie avec le début de sa soumission longue et contrastée à la France — est évidemment une réalité historique caractérisée par des motivations et des facteurs multiples. Dans les régions méditerranéennes là où il est arrivé à s'imposer, le colonialisme s'est instauré à travers des parcours et des circonstances et avec les temps différents. A propos de l'Algérie, nous rappellerons au moins la longue résistance à la conquête française, dont Abd el Qader est le héros le plus célèbre. Le sort de la Tunisie est en partie identique à celui de l'Egypte: l'engagement pour moderniser et développer le pays est un échec à cause aussi de la présence grandissante d'intérêts économiques et de pression démographique européenne: lorsque la

course à la répartition coloniale commence en 1881, la France réussit habilement à devancer l'Italie. Dès lors les objectifs italiens s'orientent vers la Tripolitanie et la Cirenaique. Le jeu de la diplomatie internationale accorde de façon toujours plus large à l'Italie son consensus (accord). L'occupation effective tarde entre autre jusqu'à l'automne 1911 pour différentes raisons. La première d'entre elles: l'aggression devait se diriger directement contre l'empire turc, dont la Tripolitaine et la Cirenaique étaient deux provinces et il s'agissait donc d'une action politiquement et militairement plus risquée. Effectivement la résistance acharnée et prolongée, imprévue par les Italiens, vint de la population locale arabe et berbère, fière de ses traditions et forte de son identité musulmane. Le Maroc, très prisé par les puissances européennes, fut attribué par la diplomatie à la France, sans oublier une considérable participation de l'Espagne alors que l'Allemagne fut compensée en Afrique Centrale.

A part les deux provinces africaines, l'empire ottoman subit plus que les appétits coloniaux, les revendications nationales et les tendances à l'autonomie des populations soumises depuis des siècles. La "question de l'Orient", c'est-à-dire le problème politique de la décadence de l'empire ottoman et de l'accord entre les puissances européennes pour sa dissolution et sa répartition se prolongea jusqu'à la première guerre mondiale. Dès le début du XIX^{ème} siècle cependant, l'insurrection et l'indépendance de la Grèce marquèrent le début de la disgrégation. Hormis la Tripolitaine et la Cérénaique, l'empire réussit à préserver les provinces arabes de toute ambition européenne jusqu'à la défaite mondiale, qui marqua le démantèlement définitif de l'empire. Grâce à Kemal Ataturk la Turquie laïque, républicaine, moderne nacquit de la mort de l'empire. Les puissances européennes gagnantes, la France et la Grande-Bretagne, réussirent à étendre leur contrôle sur les provinces arabes du Mashreq à travers la formule des mandats de la Société des Nations, dans un certain sens la dernière expansion coloniale au détriment du monde arabe.

A ce point l'histoire du colonialisme européen en Méditerranée se superpose et se mêle (confond) avec celle de la décolonisation, si nous voulons utiliser un mot courant mais contesté. Après la première guerre mondiale, la résistance anticoloniale est encore en cours et marque même une reprise vigoureuse (active) au Maghreb: en Tripolitanie, en Cirenaique et au Maroc. En Egypte le mouvement "nationaliste" (et dans ce cas l'adjectif est plus approprié que dans d'autres) a déjà depuis longtemps poursuivi avec succès ses revendications et en 1922 il obtient la cessation du protectorat britannique et donc l'indépendance du pays (selon d'autres, l'indépendance est effective seulement depuis 1936 lorsque la présence militaire britannique se limite à la zone du canal de Suez).

Dans d'autres pays, l'indépendance, même si déjà promise, se réalise seulement au cours de la seconde après-guerre. C'est le cas de la Syrie et du

Liban, qui deviennent indépendants en 1945, alors qu'en Palestine on assiste à la naissance du contesté état d'Israël. Les indépendances maghrébines s'étalent de la Libye en 1951, sur décision des Nations Unies appelées pour décider du sort des ex-colonies italiennes, jusqu'à la Tunisie et au Maroc en 1956, à l'Algérie enfin en 1962, après une guerre de libération nationale dramatique commencée dès 1954.

Ce n'est pas à moi d'approfondir davantage l'histoire méditerranéenne plus récente et de commenter les problèmes contemporains. Qu'il me soit simplement permis avant de conclure, d'ajouter quelques considérations.

Dans la perspective d'un renouvellement des rapports et de l'essor d'une coopération plus étroite entre l'Europe et les pays arabo-musulmans méditerranéens, il faudrait faire progresser la connaissance de l'histoire commune, l'histoire, c'est-à-dire des relations, des échanges, des influences entre les gens de la grande mer. Les historiens d'une rive et de l'autre devront dépasser les préjugés, les distorsions, les complexes, malgré tout encore présents dans l'historiographie. Une vision plus complète et plus équilibrée de l'histoire de la Méditerranée devra être diffusée au-delà de la frontière du milieu académique et des cercles culturels plus élevés. Ainsi la connaissance de l'histoire pourra contribuer à l'établissement en Méditerranée de nouveaux rapports d'entente et de collaboration.

Note bibliographique

Sur l'histoire de la Méditerranée à l'époque moderne et des relations entre l'islam et l'Europe, en particulier sur la guerre corsaire, nous indiquons des ouvrages d'orientation, en renvoyant par ailleurs à la bibliographie là contenue.

P. Auphan, *Histoire de la Méditerranée*, Paris 1962.

S. Bono, *I corsari barbareschi*, Torino 1964.

Id., *Corsari nel Mediterraneo. Cristiani e musulmani fra guerra, schiavitù e commercio*, Milano 1993.

F. Braudel, *Civiltà e imperi del Mediterraneo nell'età di Filippi II*, vol. 2., Torino 1976. (ed.orig.1949)

O. Eck, *Seeräuberei im Mittelmeer*, München-Berlin 1940.

E. Eickhoff, *Venedig, Wien und die Osmanen. Umbruch in Suddosteuropa 1645-1700*, Stuttgart 1988.

E. Engel, *L'Ordre de Malte en Méditerranée (1530-1708)*, Monaco 1957.

G. Fischer, *Barbary Legend. War, Trade and Piracy in North Africa (1415-1830)*, Oxford 1957.

G. Guarnieri, *I Cavalieri di Santo Stefano nella storia della Marina italiana (1562-1859)*, Pisa 1960.

F. K. Kienitz, *Das Mittelmeer. Schauplatz der Weltgeschichte von den frühen Hochkulturen bis ins 20. Jahrhundert*, München 1976.

P. Mackesey, *The War in the Mediterranean, 1803-1810*, London 1957.

E. Monroee, *The Mediterranean in Politics*, London 1938.

P. Silva, *Il Mediterraneo dall'unità di Roma all'impero italiano*, Milano 1937.

E. Sola, *Un Mediterraneo de piratas: corsarios, renegados y cautivos*, Madrid 1988.

G. Spillmann, *Napoleon et l'Islam*, Paris 1969.

A. Tenenti, *Venezia e i corsari (1580-1615)*, Bari 1961.

En particulier sur l'esclavage, le rachat, les rênégats:

B. et L. Bennassar, *Les chrétiens d'Allah*, Paris 1989.

S. Clissold, *The Barbary Slavery*, London 1977.

W. Rudt de Collenberg, *Esclavage et rançons de chrétiens en Méditerranée (1570-1600)*, Paris 1987.

Id. *Le baptême des musulmans esclaves à Rome aux XVIIe et XVIIIe siècles*, in "Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée", CI, 1989. 9-181 et 519-70.

Sur Djafar Pacha: D. de Haedo, *Epitome de los Reyes de Argel*, une section de la *Topographia e Historia General de Argeli*, traduite en française par H. D. de Grammont, sous le titre *Histoire des Rois d'Alger*, in Revue Africaine XXIV, 1880, pp. 19-26.

La Córdoba de 1492: una sociedad del tránsito¹

Mario Malinowski

Université de Lodź - Pologne

A fines del siglo XV Córdoba, un reino cristiano dentro de la Corona de Castilla, se presentó ante una seria exigencia histórica. El tránsito de los siglos coincidía con el tránsito de las épocas medieval y moderna. Para toda España aquel periodo significaba el inicio de su "papel hegemónico en Europa"². Afianzamiento del poder monárquico, implantación del primer Estado Moderno en el Viejo Continente, la conquista del emirato de Granada y el descubrimiento de América confirmaron el principal papel que jugaba Castilla en la Península Ibérica.

Bastantes de los cambios acaecidos en ese ocaso medieval llevaban consigo un fuerte sello cordobés. La vieja ciudad había ido contribuyendo notablemente a la preparación de los grandes acontecimientos para, luego, tener que enfrentarse con sus secuelas. En Córdoba maduraba el proyecto de Colón, en Córdoba el rey Fernando tenía su cuartel general durante la guerra granadina y, por fin, aquí los Reyes Católicos tomaron la decisión de formar la Inquisición, al haber observado el problema converso, especialmente grave. La sociedad cordobesa tenía una gran oportunidad de volver a recordar a todo el mundo el nombre de su célebre ciudad. Para que ello fuese posible, hubo de disponer de una bien desarrollada capacidad de apertura a los cambios históricos que llegaron en los últimos decenios de la Edad Media.

En el siglo XIII tuvo lugar en Córdoba el nacimiento de una nueva sociedad, a raíz de la reconquista. Fernando III el Santo, rey de Castilla y León, era el hombre que se había encargado de llevar la reconquista a sus mejores éxitos. En 1236 cayó la antigua capital del Califato Omeya, anticipando una larga cadena del

1 El artículo presenta de una forma breve y sintética las principales conclusiones de la tesis de licenciatura del autor, "*Społeczństwo królestwa Córdoba na przełomie wieków XV-XVI w ujęciu najnowszej historiografii hiszpańskiej*". Algunos puntos de vista han sido ampliados respecto a la tesis, por haber aparecido obras importantes en fechas posteriores a su defensa. La obra fue defendida en 1995 y su copia se encuentra en el Archivo de la Universidad de Lodz. Su versión en castellano ha sido presentada en España bajo el título "*La sociedad del reino de Córdoba en el tránsito de los siglos XV-XVI en la historiografía española actual*". Quisiera en este momento expresar mi agradecimiento más grande a los Profesores Miguel Ángel Ladero Quesada de la Universidad Complutense de Madrid y Real Academia de la Historia, y José Manuel Cuenca Toribio de la Universidad de Córdoba, por su enorme ayuda, sin la cual nunca me habría sido posible escribir esta tesis.

2 A. Domínguez Ortiz, *El tránsito de la Edad Media y la Moderna*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 523.

progreso reconquistador que provocó, en el decenio posterior, la incorporación a Castilla de casi todas las localidades del llamado reino de Córdoba. La mayoría de las villas pasaba a las manos cristianas mediante un *pacto* o *pleitesía*, es decir, acuerdo entre vencedores y vencidos que permitía a los últimos permanecer en la plaza, manteniendo sus bienes ³. De esta forma, en los años inmediatos se quedaron en el reino de Córdoba un número notable de musulmanes. No obstante, cuando el rey Alfonso X el Sabio dificultaba las condiciones de vida a los *mudéjares*, los oprimidos se levantaron en 1264. La revuelta quedó aplastada con mano dura y fue entonces cuando la gran mayoría de los musulmanes abandonó las tierras cordobesas.

En el territorio conquistado se organizaba la ocupación de fortalezas y edificios, siendo la etapa previa de la repoblación. Los monarcas castellanos tenían mucho interés en poblar las nuevas tierras con colonos cristianos, a fin de asegurarse la posesión de las propias. En los primeros años tras la reconquista Córdoba atraía a muchos repobladores, siendo el decenio 1262-72 el periodo de la máxima intensidad inmigratoria. Sin embargo, y pese al entusiasmo característico para aquellas primeras repoblaciones, el flujo migratorio se retrajo en los años ochenta, debido a la carestía de vida en Andalucía, así como a la amenaza permanente de parte de los granadinos y benimerines ⁴. La repoblación se reanuda hacia 1300.

Los repobladores provenían en su mayoría de Castilla y León. Hubo representantes de otros reinos peninsulares y, también, de Génova ⁵. A este fondo, los antiguos pobladores, *mudéjares*, formaban, junto con los recién llegados judíos, unas minorías.

La conquista y repoblación provocaron el surgimiento de una nueva sociedad, lo que implicó también la introducción de un cambio de titularidad de la propiedad territorial, unas diferencias sociales entre los "nuevos cordobeses" y, cómo no, una nueva administración. Todos estos cambios derivaban de la incorporación del territorio al ámbito occidental europeo y aquellas novedades suponían la adaptación en un reino andaluz de algunas estructuras ya comprobadas en Castilla.

El reparto de tierras provocó enseguida una diferenciación de la sociedad. La mayor parte de la tierra se encontraba en manos de los medianos y pequeños

³ Las *pleitesías* eran uno de los tipos de capitulaciones medievales, característico sobre todo a las villas de menor entidad; vid. M. González Jiménez, *En torno a los orígenes de Andalucía*, Sevilla, 1988, p. 25.

⁴ Manuel González habla de un supuesto "fracaso de la repoblación"; cfr. *ibid.*, pp. 34-38 y 83-89.

⁵ Según Manuel Nieto, los castellanos representaban 57.69% del total de los repobladores, mientras que los leoneses 16.66%, no sobrepasando los demás el 9%, cada uno; M. Nieto Cumplido, *Historia de Córdoba*. 2, Córdoba, 1984, p. 186.

propietarios. Los grandes —nobles, Órdenes Militares, funcionarios reales— recibieron lotes bastante extensos, lo que, sin embargo, no llegó a implantar el latifundismo. A fines del siglo XIII faltaba la mano de obra, además los grandes señores feudales, dueños de propiedades en Castilla o León, en principio prestaban poca atención a sus nuevas tierras cuya seguridad se encontraba amenazada por los *infieles*. El latifundismo iba a llegar a Córdoba en épocas más tardías, junto con el desarrollo de las fortunas nobiliarias ⁶. La repoblación introdujo en el reino de Córdoba el régimen señorial. A partir del siglo XIII, todo su territorio se dividió en realengos, dependientes del consejo de Córdoba, y señoríos, propiedades privadas en manos de los señores u Órdenes Militares. La señorialización conocería su auge en los siglos XIV y XV. Hasta el fin del trescientos, a la cabeza del fenómeno estaban las Órdenes, cuya existencia en tierras fronterizas con el Islam era indispensable. A partir de la mitad del XIV, cuando la amenaza se había pasado y los señores estaban más seguros, los más activos en este terreno ya eran los nobles y caballeros, progenitores de los futuros linajes cordobeses.

Junto con la incorporación del reino de Córdoba a la Corona castellana, sucedía la formación de fundamentos de la nueva administración. En 1241 Córdoba recibió su fuero, que era una versión poco alterada del ya conocido fuero de Toledo. Córdoba quedó capital de su reino, que comprendía la mayoría de las villas conquistadas del antiguo reino almohade ⁷. El consejo se formó el mismo año y a partir de entonces la vida del reino empezaba a regularse mediante ordenanzas municipales. El marco administrativo seglar del reino coincidía casi en total con el marco eclesiástico. Una vez vuelta al Cristianismo, Córdoba se convirtió en sede de su obispado, sujeto al arzobispo de Toledo. La Iglesia desde el primer momento empujó la actividad religiosa, reavivando antiguos monasterios y levantando nuevos. La conversión de la Mezquita califal a la iglesia, efectuada nada más pasar un día de la conquista por Castilla, era todo un símbolo de la época.

A fines del siglo XV el reino de Córdoba contaba con unos 180 000 habitantes y abarcaba un territorio de 14 107 km². En la capital vivía en torno a 28 000 habitantes. Además, hubo una docena de localidades entre 9 y 5 mil, dentro de un total de 57 villas ⁸. A la población concentrada musulmana de al-Ándalus le

6 Cfr. en este aspecto M. González Jiménez, *ob. cit.*, p. 115-126.

7 Vid. M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 161.

8 Entre las villas más grandes figuraban Lucena, Baena, Bujalance, La Rambla y Fuenteovejuna; cfr. E. Cabrera Muñoz, *Tierras realengas y tierras de señorío en Córdoba a fines de la Edad Media*, CHAn, Córdoba, 1978, p.295-308. La cifra de los habitantes de la capital proviene del censo general efectuado en el año 1530, que indicaba la población de 6 200 vecinos (el coeficiente 4.5); vid. J. M. Cuenca Toribio, *Historia de Córdoba*, Córdoba, 1993, p. 76. Por su parte, Fernando Colón, hijo del descubridor, ha dejado un "Itinerario" que coincide con las cifras de las villas más importantes presentadas por otros autores,

sucedió otra, más dispersa. La dispersión de núcleos poblacionales en la Córdoba bajomedieval no era igual por todas partes. Los más densamente poblados fueron los territorios de la vega del Guadalquivir y de la Campiña, situada al sur del río. La parte septentrional, llamada Sierra, por ser parte de la Sierra Morena, contaba con menos localidades y menos habitantes. En cuanto al reparto jurisdiccional de las tierras cordobesas, un casi 60% pertenecían al realengo, y el restante 40% se repartía entre los señoríos de la nobleza (37%) y la Orden de Calatrava (3%)⁹.

Durante dos siglos y medio maduraba en Córdoba una sociedad cristiana. El ocaso medieval fue para ella una época muy bien arreglada desde el punto de vista estructural. Las relaciones feudales se encontraban por entonces en una fase llamada "feudalismo avanzado" en la cual aparecían, bien que muy tímidamente, otras entidades sociales, las llamadas clases¹⁰. De momento, empero, seguía muy fuerte el régimen estatal, propio del Medioevo. Según él, toda la sociedad se dividía en tres estados: *oratores*, *bellatores* y *laboratores*. Los primeros —miembros de la Iglesia— dirigían al pueblo, los segundos —nobleza y caballeros— luchaban en su defensa, y los últimos —campesinos y común urbano— trabajaban para su progreso. En realidad, existía un cuarto estado, tal vez informal, que se llamaría *erratores*, o sea los que erraban. La denominación comprende a un grupo de gente que, en efecto, no se dedicaba a ninguna de las actividades mencionadas. Al grupo de los *erratores* pertenecerían entonces las personas del margen social: pobres, malhechores, prostitutas y vagabundos, entre ellos gitanos. También las personas de procedencia ajena ocupaban un lugar propio. Eran *diversi*, ya que se diferían notablemente del común de la ciudadanía. La mayoría de ellos, forasteros, extranjeros, musulmanes y judíos trabajaban como otros *laboratores*, en algún sentido los eran también esclavos, carecientes de condición humana. En contraste con ellos, los gitanos vivían una vida inquieta de vagabundos.

Cada uno de los estados tenía su lugar en la jerarquía medieval. En la cúspide de la pirámide social se encontraban los *bellatores* y *oratores*. Los primeros fundaban su importancia sobre las permanentes condiciones de guerra que había en el reino cordobés, mientras que los segundos basaban en el papel unificador que la religión cristiana jugaba en la sociedad nacida a raíz de la reconquista. La diversificación interna de la sociedad medieval derivaba en un buen grado de los privilegios. De modo que los *oratores* gozaban del privilegio de patronar a las fundaciones religiosas y cobrar el diezmo, mientras que nobles y caballeros

exagerando notablemente en el caso de Córdoba, a la que atribuyó nada menos que 50 000 habitantes para el año 1511; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 198.

9 En cifras absolutas, el realengo comprendía un territorio de 8 442 km², los señoríos nobles 5 276 km² y el señorío calatrava 409 km²; vid. *Tierras realengas...*, p.296-300 y confrontar ello con M. A. Ladero Quesada, *Andalucía en torno a 1492*, Madrid, 1992, pp. 104 y 114.

10 Cfr. M. A. Ladero Quesada, *Sociedad feudal y señoríos*, [en:] *En torno al feudalismo hispánico*, León, 1989, p. 437-460.

podían entrar en cargos públicos, poseer grandes propiedades y recibir títulos y mercedes reales ¹¹. Todos ellos podían educarse y solían ser juzgados por instituciones propias.

Mucha importancia tenían los privilegios fiscales. El común urbano y campesinos pagaban el impuesto directo llamado *pecho*, de donde su nombre de *pecheros*. Caballeros y pequeños nobles introducían al fisco una parte del impuesto indirecto, llamado *pedidos del rey*, mientras que los magnates y eclesiásticos, gozando de su posición privilegiada, contribuían a la Hacienda Real más que nada en ocasiones especiales, apoyando al monarca con sus riquezas. Los privilegios fiscales podían ser a veces concedidos a las personas del tercer estado. Los llamados *francos* eran, por lo común, trabajadores en edificios importantes, por ejemplo en el alcázar real o cabildo catedralicio. Eran posibles los casos de la franqueza total, siendo los que gozaban de ella objetos de celosía incluso por parte de la baja nobleza ¹². Los *mudéjares* y judíos se diferían del común en el aspecto fiscal ya que pagaban su propio impuesto, llamado *diezmo y medio diezmo de lo morisco*.

De acuerdo con el régimen estatal, hubo gran desigualdad en el nivel de riqueza entre los miembros de varios estratos sociales. Los magnates eran más ricos, sus rentas anuales alcanzaban cifras elevadísimas, que equivalían a todas las alcabalas del reino ¹³. También la Iglesia gozaba de ingresos considerables. La gran parte de ellos se dirigía a la mesa episcopal, quedando una sexta para el obispo ¹⁴. La nobleza media distaba bastante del nivel alcanzado por los magnates, mientras que los hidalgos tenían ingresos que rondaban un millón de maravedí, en los mejores de los casos ¹⁵. Por debajo de la nobleza y clero se situaba el tercer estado, representando una masa de gente muy diversificada internamente. Los más acomodados *pecheros* poseían bienes hasta 100 000 mrs., pero éstos no representaban más que 2 o 3% del total de la ciudadanía. Un 40%

¹¹ Ver J. Rodríguez Molina, *Los no privilegiados de Jaén (siglos XIV y XV)*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 136-137.

¹² Miguel Angel Ladero añade que a la categoría de *francos* aspiraban a menudo también los familiares y criados de los eclesiásticos; *Andalucía en torno...*, p. 152-154.

¹³ La alcabala fue un impuesto sobre el comercio interior. Miguel Angel Ladero supone que los titulares de la Casa de Aguilar, más grande del reino, disponían a fines del XV de algo menos de 15 millones de maravedí. La alcabala de 1504 resultó de 12 millones; *Andalucía en torno...*, pp. 83 y 131. Por su parte, otro autor añade que la alcabala proporcionaba más de 70% de los ingresos ordinarios del reino; B. Yun Casalilla, *Crisis de subsistencias y conflictividad social en Córdoba a principios del XVI*, Barcelona, 1980, p. 185.

¹⁴ En 1494 la Iglesia cordobesa obtuvo 13 millones de maravedí, de los cuales 1 800 000 recibió el obispo; *Andalucía en torno...*, p. 199-200.

¹⁵ Citamos la cifra tras J. Rodríguez Molina quien, empero, se refería mayoritariamente a los hidalgos gienenses. En ese reino la baja nobleza era más fuerte que en Córdoba, a falta de linajes de gran importancia y riqueza; *Los no privilegiados...*, p. 150.

estaban en los niveles medios y bajo y en torno a 55% eran pobres ¹⁶. Los judíos, *mudéjares*, gitanos y todo el margen social ni siquiera cabían entre aquella división, llevando una vida miserable, mientras que los esclavos, carecientes de condición humana, entraban en el conjunto de bienes de sus propietarios.

La sociedad cordobesa del "otoño" medieval era muy conservadora en cuanto a su estructura social. El grupo de la gran nobleza se cerró definitivamente a fines del XV y a partir de estas fechas a sus filas no se integró ninguna familia nueva, lo cual significaba la clausura de un fenómeno desarrollado a lo largo de toda la centuria ¹⁷. Tendencias similares se observaba entre la media y baja nobleza, siendo empero los hidalgos un grupo destinado a incrementar su contenido en el Siglo de Oro. No hubo alteraciones en las condiciones de vida del común urbano o campesinos. Si bien tenemos en cuenta que los miembros del primero podían llegar a ser caballeros o *francos* y los segundo optar entre la agricultura y ganadería, esta situación no alteraba para nada el fuerte régimen social. Los pobres y malhechores ni siquiera eran considerados *vecinos*, al igual que los gitanos. Tampoco los esclavos tenían muchas esperanzas de ser liberados, saliendo de su estado súbdito y convirtiéndose, a vista del común, en seres humanos. El único cambio acaecido a fines de la Edad Media fue la desaparición de las minorías musulmana y hebrea, importante en consideración a las alteraciones de estructura social, pero, en efecto, relacionadas con las circunstancias de otra índole. Desde el momento de la victoria de la reconquista, Córdoba había tenido un tiempo suficiente para elaborarse un sistema social con rasgos propios y cuando se acercó el fin de la época a la que éste pertenecía, a la luz del día salió su fuerte implantación.

Entre todos los estratos sociales de la Córdoba bajomedieval no hubo ninguno cuya influencia pudiera compararse con la de la nobleza. Sus miembros eran descendientes de los *caballeros de linaje* llegados con la reconquista. El linaje más poderoso fueron los Fernández de Córdoba, divididos en cuatro ramas principales: la Casa de Aguilar, la de Baena y Cabra, la de Montemayor y Alcaudete y la de los *Alcaides de los Donceles*. A la cabeza de la Casa de Aguilar, más poderosa en el reino, figuraba en los años 1455-1501 uno de los personajes más característicos e interesantes de la época medieval, Alfonso Fernández de Córdoba IV, llamado popularmente don Alonso de Aguilar ¹⁸. Este carismático

¹⁶ Los medianos tenían entre 50 y 10 000 maravedí y los bajos menos de 10 000. La pobreza de los últimos era la llamada pobreza fiscal, es decir, un nivel de vida que no permite pagar regularmente el pecho; cfr. *Andalucía en torno...*, p. 154-155.

¹⁷ Vid. J. Edwards, *Las peculiaridades económicas de la Andalucía bajomedieval: el caso de Córdoba*, CHMAN, Sevilla, 1982, p. 127-128.

¹⁸ En el siglo XIII la familia existía en unidad, pero con el tiempo del tronco mayor se iban separando algunos miembros, contribuyendo al reparto de bienes y honores. A fines del XV las cuatro ramas del linaje formaban cuatro familias diferentes. Los titulares de las Casas recibían nombres

magnate llegó a decidir durante casi cuarenta años la vida y muerte de todos los cordobeses. Su historia consistía en un abanico de luchas por el poder político en Córdoba y, en alguna ocasión, en Andalucía entera. En los años 1475-1478 don Alonso de Aguilar fue indiscutible dueño político de Córdoba, participante en las guerras civiles castellanas. El reinado poco enérgico de Enrique IV permitía que los nobles ambiciosos como el señor de Aguilar tomaran iniciativa en sus reinos, burlándose del poder regio. A la victoria en la guerra civil de Isabel la Católica, don Alonso de Aguilar, un hombre lleno de astucia y poseedor de un olfato político excepcional, no perdió nada de su poder, dirigiendo ahora sus energías hacia empresas de carácter más universal que sus anteriores querellas con parientes, entre las que jugaba papel primordial la guerra contra Granada /1482-1492/¹⁹. Durante la contienda, don Alonso apoyaba a los Reyes Católicos con sus armas y dinero, quedando héroe castellano. Murió en 1501, aplastando una revuelta de los *mudéjares* granadinos²⁰.

Su hijo y sucesor, Pedro Fernández de Córdoba II, obtuvo el título del marqués de Priego, a reconocimiento de los méritos de su padre²¹. El nuevo señor de Aguilar trataba de demostrar que se merecía plenamente el título nobiliarario e intentaba llevar la misma política del dueño de Córdoba que realizaba su padre entre 1465 y 1478. No obstante, las circunstancias en las que actuaba ya no eran las mismas que hacía treinta años. Al aprovechar un periodo de caos y deponer a unos corregidores reales de sus cargos, manteniendo preso a uno de ellos, el marqués no pudo esperar sino un castigo ejemplar. Don Fernando el Católico no perdonaba brotes semejantes y expulsó al rebelde de su reino en 1506²².

tradicionales para el linaje, añadiendo tras el nombre la cifra que significaba el lugar del titular en la historia de su Casa; cfr. M. C. Quintanilla Raso, *Nobleza y señoríos en el reino de Córdoba: la Casa de Aguilar (siglos XII al XV)*, Córdoba, 1979, p. 160, el cuadro.

¹⁹ M. C. Quintanilla cita la determinación de T. Ramírez de Arellano que dijo sobre don Alonso: "Él no era partidario más que de sí propio"; *ibid.*, p. 112.

²⁰ El 26 de mayo de 1501 don Alonso de Aguilar murió durante un audaz ataque al campo de los rebeldes musulmanes; cfr. *Nobleza y...*, p. 143-144. Un buen punto de referencia es también el libro de F. Pérez de Sevilla y Ayala, *La muerte de don Alonso de Aguilar. Historia y romance*, Madrid, 1983.

²¹ La suposición es muy verosímil dado que el hijo de don Alonso recibió el título nada más pasar unos meses desde la muerte de su padre. Años después, a este primero la Casa obtuvo otro título hereditario, el de los condes de Feria; cfr. *Nobleza y...*, pp. 147 y 157.

²² El marqués de Priego tuvo suerte, de todas formas. Los que le acompañaban en la revuelta fueron castigados de la pena de muerte, corte de un pie bien de una exposición pública en condiciones humillantes. El marqués, al haber sido expulsado, escribió varias veces a la hija del rey, doña Juana, explicando causas de su conducta en 1506, lo cual pudo haber influido en la posterior anulación del castigo por Fernando el Católico, en 1510; cfr. B. Yun Casalilla, *Crisis de subsistencias y conflictividad social en Córdoba a principios del XVI*, Barcelona, 1980, p. 190, J. Edwards, *La revolte du marquis de Priego a Cordue en 1508. Un symptôme des tensions d'une société urbaine*, Melanges de la Casa de Velázquez, XII, 1976, p. 165-172, y también *Nobleza y...*, p. 151-152.

Las tres restantes ramas del poderoso linaje Fernández de Córdoba llevaban su propia política. El titular de una de ellas, el conde de Cabra, fue enemigo mortal de los de Aguilar, al igual que el *Alcaide de los Donceles*. También los señores de Montemayor no eran nada proclives a la figura del omnipotente don Alonso. Todos los titulares de las cuatro líneas poseían títulos nobiliarios. Otros linajes de nobleza titulada eran tan sólo dos: los Sotomayor y los Bocanegra-Portocarrero ²³.

Por debajo de la gran nobleza se extendían sus capas media y baja. A la primera pertenecían familias de oligarquía urbana de la capital, mientras que la baja la formaban hidalgos, que limitaban sus intereses y ámbito de actuación a la ciudad o villa propia. Los nobles de condición media y baja estaban unidos a los magnates por lazos diversos, militando, en realidad, en sus extensas clientelas. Los hidalgos formaban, a la vez, el estrato alto de los caballeros. La categoría significaba condición personal, a diferencia de la nobleza, concedida al propio interesado y sus familiares ²⁴.

La capa baja de la caballería fueron los llamados *caballeros de cuantía* o *de premia*. Su nombre se debía a una cuantía de bienes exigida de los que aspiraban entrar en el grupo. A diferencia de la nobleza, los *caballeros de cuantía* se reclutaban del tercer estado y eran gentes de diversa profesión: financieros, artesanos, campesinos ricos o mercaderes. Su pertenencia al grupo de los *bellatores* era efímera y dependía de las condiciones bélicas en el reino ²⁵.

Los *bellatores* más espiritualizados lo eran miembros de las Órdenes Militares. A fines de la Edad Media su presencia en el reino de Córdoba constituía un débil recuerdo de los tiempos de la reconquista. La única Orden Militar, la de Calatrava, acababa de perder la disputa por algunas villas importantes y a principios del XVI su estado de posesión no significaba más que tan sólo un señorío que se extendía sobre el 2.9% del territorio del reino y abarcaba 0.9% de su población ²⁶.

La nobleza cordobesa fundaba su existencia sobre la institución del linaje. Sus miembros se identificaban por el arma propio y la persona del titular. Sus rentas

23 El titular de la Casa de Baena y Cabra fue conde de Cabra desde 1455, el de la de Montemayor y Alcaudete, conde de Alcaudete desde 1529 y el *Alcaide de los Donceles* era marqués de Comares desde 1512; vid. *ibid.*, pp.112, 166 y 175. Por su parte, el titular del linaje Sotomayor era conde de Belalcázar y el de Portocarrero conde de Palma del Río; *Andalucía en torno...*, p. 112-114.

24 Cfr. *ibid.*, p. 134.

25 Durante la guerra de Granada, por ejemplo, a la caballería popular pertenecían casi todos los habitantes de la zona fronteriza; vid. *Crisis de subsistencias...*, p. 98-100. Por lo que se refiere a la caballería y sus relaciones con otros grupos véanse M. C. Quintanilla Raso, *La caballería cordobesa a finales de la edad media*, Hommage a Professeur Jacques Heers, Paris, 1994, p. 121-131.

26 Era la villa de Villafranca con su entorno. Además de ella, la Orden de Calatrava poseía algunos bienes urbanos en Córdoba; cfr. M. C. Quintanilla Raso, *Villafranca, una encomienda calatrava en Córdoba*, HHD, Sevilla, 1979, p. 281-308.

provenían, sobre todo, de la explotación agraria de sus señoríos, pero hubo no pocos de los magnates o hidalgos que vinculaban sus intereses con el comercio o artesanía, estableciendo incluso monopolios ²⁷. La tierra seguía, empero, siempre el sector más importante en la política económica de los nobles, llevando con el tiempo al desarrollo de la práctica de crear mayorazgos para los principales herederos, a fin de evitar el reparto menudo de las fortunas.

En la vida cordobesa del tránsito de los siglos XV-XVI se imprimía un fuerte matiz cristiano, lo que les colocaba a los miembros de la Iglesia en la misma fila con los *bellatores*. Por lo demás, había un respaldo mutuo entre los dos grupos. La organización eclesiástica cordobesa era bastante robusta. El obispado, existente desde 1237, se dividía en tres arcedianatos —Córdoba, Pedroche y Castro del Río— y aquéllos abarcaban en su ámbito un total de más de cien parroquias ²⁸. Los obispos habían sido siendo elegidos a partir de 1238 y entre 1476 y 1516 había ocho dignatarios que tenían el honor de ejercer esta función ²⁹. El cabildo catedralicio, con una mesa apartada de la episcopal, contaba con varios funcionarios, desde el deán y arcedianos, hasta cnónigos y racioneros.

Tanto el obispo como el cabildo catedralicio solían ser propietarios de diversas fincas rústicas, castillos, molinos, etc. recibidos mediante mercedes reales y mandas pías. Entre los componentes de su renta, la principal fuente de ingresos la era el diezmo eclesiástico ³⁰. Los clérigos gozaban, además, de algunos privilegios económicos, lo cual provocaba, a veces, protestas por parte de los comerciantes seculares ³¹. El reparto de la renta contribuía, por su desigualdad, a la diversificación interna de los eclesiásticos. Al lado de los más altos dignatarios, cuya riqueza y el modo de manifestarla apenas distaban de las "cortes" en torno a los magnates, existían modestos curas encerrados en sus respectivas parroquias.

27 Dos de los nobles de la capital, Egas Venegas y Alfonso de Aguayo, disponían juntos del monopolio sobre las almonas, concedido por la Corona; *Andalucía en torno...*, p. 53.

28 En 1506 hubo un intento de ampliar la cifra de arcedianatos, creando un nuevo en Palma del Río. El proyecto gozaba del respaldo del Pontífice, pero al fin no se realizó; cfr. M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 216 y también, para obtener un panorama de la Iglesia cordobesa ver I. Sanz Sancho, *La Iglesia y el obispado de Córdoba en la baja Edad Media (1236-1426)*, Madrid, 1989, 2 vols.

29 Cfr. la lista de obispos presentada por M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 216-217. El mismo autor amplía sus conclusiones en otro libro M. Nieto Cumplido, *La elección de obispos de Córdoba en la baja Edad Media, Andalucía Medieval. Nuevos estudios*, Córdoba, 1979, p. 73-103.

30 El diezmo comprendía el 10% de la global producción del reino. En realidad, 80% del diezmo se refería a los cereales, siendo vino y aceite el 20% complementario. ²/3 partes del diezmo quedaba en manos de la Corona, por constituir las llamadas *tercias reales*, lo que aprobaba el papa; E. Cabrera Muñoz, *Renta episcopal y producción agraria en el obispado de Córdoba en 1510*, CHAN, Córdoba, I, p. 397-412.

31 Los curas podían, por ejemplo, vender los productos de las tierras eclesiásticas sin haberlos sometido al pago de la alcabala; *Andalucía en torno...*, p. 201-202.

Las órdenes religiosas también tenían larga tradición. Hasta 1510 se erigieron cuarenta conventos, casi por mitades masculinos y femeninos, entre los cuales predominaban franciscanos, Predicadores y clarisas ³². Los conventos cordobeses gozaban, en ocasiones, de propiedades rurales y urbanas, pero su renta fue bastante menor que la del cabildo u obispo. También entre monasterios se mantenían unas diferencias internas, siendo, en general, los más antiguos más ricos que los recientes, a veces en borde de la pobreza ³³.

Las órdenes femeninas tenían su base ocasional en algunos grupos de mujeres devotas como las *emparedadas* o las *beatas*. Estos grupos nacían a la iniciativa de personas que se decidían pasar la vida en clausura, rezando y dedicándose a labores manuales, sin voto i hábito propio ³⁴. En principio, las *beatas* no gozaban del respaldo monástico, siendo considerada su actividad mal orientada. Con el tiempo, empero, al tener que enfrentarse las órdenes a una reforma a la que no todas estaban capaces de adaptarse, los *beaterios* solían ser convertidos en monasterios, haciendo monjas de sus habitantes y apoyando el movimiento conventual femenino ³⁵.

Al contrario de todas estas formas de la vida comunitaria, los ermitaños preferían soledad o una compañía temporal y limitada. El eremitismo en su estado más puro fue realizado en territorios poco accesibles, sobre todo en la Sierra Morena. Los ermitaños cumplían en la sociedad cordobesa la función de guías y protectores de los caminantes.

La organización religiosa estaba fuertemente ligada a la vida de la sociedad laica, determinando su ritmo. Los monarcas se daban cuenta de la influencia y prestigio de los cuales gozaban los altos eclesiásticos. La disputa medieval por el Patronato Real sobre la Iglesia concluyó ya después de la muerte de don Fernando el Católico, habiendo sido su esposa la persona más comprometida con ella ³⁶. Los Reyes Católicos trataban de proveer las sedes episcopales con sus hombres de confianza. En Córdoba, los cuatro colaboradores regios se mantuvieron en sus puestos por más tiempo que los otros cuatro prelados, menos ligados a la causa real. Pese a la tendencia de promover el acceso al cargo para el terecr estado, entre 1238 y 1512 tan sólo un prelado no provenía de la nobleza

32 En los años 1478-1510 se levantaron quince monasterios, cinco masculinos y diez femeninos; vid. la tabla de la fundación conventual de los siglos XIII-XV en M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 223-225.

33 A nivel regional, había conventos con una renta millonaria y, en el otro polo, otros cuyos ingresos anuales alcanzaban cantidad equivalente al salario de un artesano (7 000 mrs.); *Andalucía en torno...*, p. 198-199.

34 En otras partes de Europa, un fenómeno parecido, aunque bastente anterior, representaban las *beguinas*; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 225-226.

35 Cfr. *ibid.*, p. 225 y *Andalucía en torno...*, p. 194.

36 El Patronato Real fue concedido a Carlos V, como primero de los monarcas españoles, en 1523; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 217.

local ³⁷. Una situación pareja se daba entre los miembros del cabildo catedralicio, encargados de la organización de grandes fiestas y el servicio litúrgico.

Mucho alcance tenía en Córdoba la religiosidad popular. A fines de la Edad Media existían aquí más de ochenta cofradías ³⁸. El fenómeno era específicamente castellano y andaluz. El carácter de esas cofradías distaba algo de las penitenciales de la Semana Santa, existentes hasta hoy, cuyo desarrollo sucedería en el XVI ³⁹. Las cofradías medievales cordobesas eran, sobre todo, asistenciales, hospitalarias, militares, de caridad y de enterramiento. Poseían sus propios estatutos y sus miembros se reclutaban de distintos círculos profesionales, siempre dentro de un barrio determinado. Las cofradías profesionales constituían en este caso la única excepción ⁴⁰.

Las cofradías dependían de la caridad de donantes, conciudadanos ricos, y contaban con limosnas o, en casos particulares, bienes patrimoniales. Esos bastaban para cubrir los gastos derivados de la organización de la fiesta del patrón, una comida común de confraternidad y el mantenimiento de hospitales, instituciones al laedo de la mayoría de las cofradías ⁴¹.

Dentro del grupo de los *laboratores* permanecían el común urbano y campesinos. Las categorías no eran demasiado claras debido a que en el reino de Córdoba faltaba una frontera clara entre el campo y la ciudad. La situación quedaba confundida por el carácter rural de algunos núcleos de población importantes, como Baena con sus 7 000 habitantes, así como por actividades no campesinas de algunos vecinos de las villas ⁴².

Simplificando el panorama, la inmensa mayoría del *común* urbano se concentraba en la capital del reino. Su contenido se repartía por tres capas. A la más alta pertenecían mercaderes, comerciantes, financieros y orfebres. En la mitad se colocaban artesanos, letrados, pequeños comerciantes, agentes del fisco, todos ellos llamados *medianos*. La parte más baja del grupo estaba compuesta por pequeños artesanos, asalariados o personas de profesión libre. A este estrato pertenecían muchos criados y criadas. Los varones se dirigían a casas ajenas para ser aprendices en talleres y obteniendo una profesión, mientras que para las

37 Se llamaba Tello de Buendía y era obispo en los años 1483-1484; *Ibidem*.

38 Es conocida la noticia sobre 83 cofradías, pero se supone un número más elevado; cfr. *ibid.*, p. 226-230.

39 Primeras cofradías penitenciales de Semana Santa nacían en Andalucía en 1477 (la de Jesús Nazareno) y en 1497 (la de la Vera Cruz); *Andalucía en torno...*, p. 208.

40 Vid. I. Sanz Sancho, *Cofradías medievales cordobesas*, Centro de Estudios e Investigaciones sobre la Religiosidad Andaluza, Sevilla, I, 1990, p.325-337.

41 Los poseía más de la mitad de las cofradías levantadas en el último cuarto del siglo XV; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p.229-230 (la tabla).

42 *Andalucía en torno...*, pp.49-51 y 150-151.

mozas el servicio doméstico fuera una ocasión para conseguir reunir un dote que les permitiera casarse y, a lo mejor, avanzar en la jerarquía social ⁴³.

Por su parte, el campesinado era el grupo más nutrido dentro de la sociedad cordobesa, proporcionando más del 80% de la población del reino ⁴⁴. La categoría de campesinos tenía dos principales matices profesionales —agricultores y ganaderos. Los primeros, en general, no poseían tierra, la cual se hallaba en manos de nobles, Iglesia o incluso artesanos ⁴⁵. De modo que la gran parte de los labradores eran arrendatarios de la tierra que cultivaban. En el panorama de las formas predominaba el subarriendo y aparcería, aunque hubo también contratos individuales, que no solían ya ser vitalicios, como antes, sino de 3 a 12 años ⁴⁶. Tampoco faltaban en el campo los destajeros, trabajadores asalariados o jornaleros, cuya mayor parte se dedicaba a la siega y recolección. La masa del proletariado agrícola era notable y crecía a causa del incremento demográfico y periodos de mala cosecha.

También entre ganaderos predominaban arrendatarios. Los ganados pertenecían a los aristócratas locales que empleaban a ganaderos y pastores. En el reino de Córdoba tenía sus intereses la poderosa Mesta castellana, pero éstos siempre tuvieron que ceder paso a los de las mestas locales. Entre las ciudades cordobesas se establecían hermandades intermunicipales que protegían los intereses de los propios ⁴⁷. Los ganaderos a menudo entraban en conflicto con los agricultores, siempre siendo los primeros la parte privilegiada. Cabe añadir que un mismo campesino pudo ser agricultor y ganadero.

El campesinado, junto con el *común* urbano, fue el elemento social más importante en cuanto a su aportación demográfica. Estos dos sectores, militantes del mismo estamento, sin entrar en la gran escena política, participaban en el desarrollo del reino a veces más efectivamente que los nobles o eclesiásticos.

43 Las muchachas solían permanecer en casas de sus amos hasta los veinte años de edad, habiendo abandonado sus casas muy temprano. Es conocido un caso de una criada de cinco años [sic]; cfr. el buen trabajo de G. Lora Serrano, *El servicio doméstico en Córdoba a fines de la Edad Media*, CHMAN, Jaén, 1984, p.237-246 en el cual su autora dibuja varios aspectos de la situación de las personas sirvientes.

44 La cifra debía de ser similar para toda la región andaluza; *Andalucía en torno...*, p. 147-148.

45 Los artesanos cordobeses constituían el 32% de los propietarios de las viñas. Estas propiedades les servían para mejorar la economía familiar bien para cederlas en arriendo; E. Cabrera Muñoz, *El campesinado y los sistemas de propiedad y tenencia de la tierra en la Campiña de Córdoba durante el siglo XV*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 182-185. El fenómeno era parecido en los restantes reinos andaluces; J. Rodríguez Molina, *Los no privilegiados de Jaén*, CHMAN, 1984, p. 142.

46 Las enfiteusis se mantenían tan sólo en propiedades eclesiásticas, tradicionales, mientras que los señores feudales como los municipios estaban ya orientados a unas formas más acordes con la mentalidad "capitalista"; cfr. *ibid.*, 188-195.

47 Así ocurrió, por ejemplo, entre Aguilar y Montilla, y también en la Sierra (Siete Villas de los Pedroches); *Andalucía en torno...*, p. 34-39.

Al margen de la sociedad permanecía un grupo, no muy pequeño, de personas destinadas a ocupar este lugar debido a su pobreza, avanzada edad, mal estado de salud o profesión. Los llamados pobres eran ancianos, a menudo enfermos o inválidos, rechazados por sus familias o carecientes de ellas, cuya vida dependía de la caridad de sus conciudadanos. Al grupo de los pobres se incluían numerosas viudas, incluso las nobles, siendo un conjunto de personas enteramente marginadas de la sociedad ⁴⁸. Los desafortunados tenían su lugar en la política regia. El rey enviaba a sus limosneros a que ayudasen a los mendigos y, ocasionalmente, concedía privilegios fiscales a los inválidos. Todo ello, empero, se realizaba a poca escala, así que quedaba un ancho campo de actuación a la propia sociedad. Ésta no tardaba en apoyar a los más necesitados, fundando hospitales que eran, sobre todo, lugares de hospedaje, pero a veces también verdaderos centros médicos ⁴⁹. A principios del XVI hubo en Córdoba más de treinta hospitales, que se mantenían gracias a las donaciones de vecinos ricos. También en otras ciudades la práctica de la caridad se desarrollaba muy bien, lo que hacía de Córdoba el reino "cabeza de la lucha contra el dolor y la enfermedad en la España bajomedieval" ⁵⁰.

La otra faz del margen social era un tanto más oscura. La actividad de prostitutas y delincuentes fue un motivo permanente de preocupación por parte de las autoridades municipales cordobesas. Para controlar la prostitución, se levantó una mancebía pública, con servicio médico y vigilancia por parte de inspectores ⁵¹. Por su parte, los delincuentes, ladrones, holgazanes y vagamundos, desarrollaban sus actividades con bastante libertad en los tiempos anteriores al reinado de los Reyes Católicos. Los enérgicos monarcas trataban de limitar la delincuencia, entre otros la de los bandoleros, pero el número de malhechores crecía y una parte de ellos vivía incluso al amparo de los nobles que solían utilizarlos en sus acciones secretas ⁵².

⁴⁸ Cfr. C. Segura Graiño, *La mujer como grupo no privilegiado en la sociedad andaluza bajomedieval*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 227-236.

⁴⁹ Algunos de ellos se dedicaban a curar determinadas enfermedades, como, por ejemplo, las bubas, o sea enfermedades venéricas, o mentales; J. M. Cuenca Toribio, *Historia de Córdoba*, Córdoba, 1993, p. 68.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 69. Para ver la situación en otras ciudades, J. M. Escobar Camacho, *La práctica de la caridad en Palma del Río*, CHMAN, Jaén, 1984, pp. 355 y sigs.

⁵¹ La mancebía cordobesa se situaba en la calle del Potro, al lado de la famosa Plaza del mismo nombre, lugar preferido de encuentros para todo el margen social capitalino, inmortalizado en las obras de artistas del Siglo de Oro, como Murillo; J.M.Escobar Camacho, *La mancebía de Córdoba*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 279-289.

⁵² Vid. *Andalucía en torno...*, p. 174-175. Algunas noticias presenta también F.Mazo Romero, *Tensiones sociales en el municipio cordobés en la primera mitad del siglo XV*, CHAN, Córdoba, II, 1978, p. 91-93.

Los ex-dueños de Córdoba, musulmanes, habían constituido tras la reconquista una minoría. A fines del XV en todo el reino no hubo más que un mil *mudéjares*, repartidos en tres grandes *aljamas*: la de Palma del Río, Priego y la *morería* en la capital, además de grupos más reducidos en otras localidades ⁵³. También los judíos, vueltos al reino junto con la reconquista, representaban una minoría escasa de similar tamaño. La principal *judería* se colocaba en la capital y era la segunda de importancia en la región ⁵⁴.

Las dos minorías confesionales habitaban en *aljamas* propias, con el tiempo cerradas, y su vida era marcada por numerosísimas prohibiciones legales ⁵⁵. La política regia consiguió marginar a los musulmanes y judíos cordobeses de la sociedad cristiana, haciéndoles sufrir una miseria poco habitual para el común. Los *mudéjares* solían ser artesanos o labradores y los judíos, comunidad evidentemente urbana, pequeños comerciantes o artesanos. Para todos ellos se cerraban las filas de gremios y cofradías profesionales, aunque obtuvieran calificaciones iguales a las de los cristianos ⁵⁶.

Para los *diversi* no hubo lugar en la visión unificadora de España. Los *mudéjares* y judíos tenían que elegir el bautizo o la expulsión. Los primeros optaron en 1502 por la conversión al Cristianismo, mientras que para los otros, expulsados de Córdoba en 1485 y de la Península en 1492, la tradición resultó más cara que los lazos con la tierra natal ⁵⁷.

Los judíos que decidieron marcharse en 1485 fueron los más fieles a la fe de sus antepasados. Una buena parte, empero, había elegido antes el bautizo que les parecía asegurar su permanencia en Córdoba. Las conversiones empezaron en 1391, después de un estallido violento del antisemitismo y el robo de la *judería* capitalina ⁵⁸. A partir de entonces hasta el último cuarto del siglo XV los judíos,

53 La más vieja era la *aljama* en Palma, que era a la vez más numerosa, contando con unas 550 personas. Es comprobada también la existencia de grupos musulmanes en Cañete de las Torres y Aguilar; M. A. Ladero Quesada, *Los mudéjares de Castilla y otros estudios de historia medieval andaluza*, Granada, 1989, p. 39, así como *Nobleza y...*, p. 228, sobre la *aljama* prieguense y *En torno a...*, p. 189, sobre la *morería* cordobesa.

54 La primera era la sevillana. La *judería* cordobesa sufrió en el año 1391 un gran decaimiento; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 187-188.

55 Las prohibiciones, nacidas en Cortes, sínodos o reuniones municipales, se referían al vestido, alimento, relaciones con cristianos, utilización de tiendas, edificios públicos, fisco, justicia, etc.; *Los mudéjares...*, pp. 51 y 62-80.

56 Cfr. *ibid.*, p. 77-78, y también en *Andalucía en torno...*, p. 51-53.

57 M. A. Ladero Quesada, *Judeoconversos andaluces en el siglo XV*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 33-34 y M. A. Bravo, *Los Reyes Católicos y los judíos andaluces /1474-1492/*, Granada, 1989. El texto de las pragmáticas se encuentra, entre otros, en *Los mudéjares...*, p. 127-130 y F. Gil Ayuso, *Noticias bibliográficas de textos y disposiciones legales de los reinos de Castilla impresos en los siglos XVI y XVII*, Madrid, 1935, pp. 378-380 y 403-404.

58 Véanse las circunstancias del fenómeno en la región en I. Montes Romero-Camacho, *Antisemitismo sevillano en la baja Edad Media: el pogrom de 1391*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 57-75.

ahora *conversos*, cordobeses habían sabido recuperar sus fortunas e influencia social, siendo fundamento de los *medianos* en la capital ⁵⁹. No obstante, en 1473 una revuelta anticonversa demostró que su asimilación no sería nada fácil ⁶⁰. Bastantes *conversos* huyeron de Córdoba y del reino, para volver, la mayoría, pasados unos años. La secuela más importante de la revuelta fue su expulsión de oficios públicos. La revuelta fue, como casi siempre, provocada con ocasión de la lucha política de bandos nobiliarios, de cuyo motivo oficial servía el fondo religioso ⁶¹. El estallido de 1473 anunciaba el triste periodo que iba a llegar con la aparición de la Inquisición.

Los *judeoconversos* cordobeses fueron un grupo urbano, al igual que los judíos. Su número rondaba 15 mil personas. Estaban presentes en casi todos los barrios de la capital, agrupándose con preferencia en las de la viva actividad mercantil. Sus profesiones eran las mismas que las de los *cristianos viejos*, con excepción de actividades campesinas y servicios públicos, tras 1473 ⁶². Los *cristianos nuevos*, como se llamaba a los *conversos*, no formaban un estado ni clase social. Formalmente, eran vecinos iguales que los demás cristianos. Seguían, empero, algunas prácticas que les vinculaban a todos los *conversos*, siendo a lo mejor las costumbres culinarias más importantes que las religiosas ⁶³.

La Inquisición alteró la vida de muchos *cristianos nuevos*, supuestos adeptos del criptojudaismo. El Santo Oficio nació al haber observado los Reyes Católico la tensión social provocada por el problema *converso* en Córdoba y Sevilla. El Tribunal cordobés empezó a actuar en 1482, comenzando por un periodo de amnistía, tras el cual sucedieron unas decididas y enérgicas investigaciones. En los primeros años de su funcionamiento acaecieron algunos procesos famosos, sentenciados con la pena máxima ⁶⁴. La situación cambió en el último decenio del XV, con una oleada de *habilitaciones* y otras actividades que iban a recuperar a las

59 M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 192-193.

60 Sobre el curso de la revuelta M. Nieto Cumplido, *La revuelta de los conversos de Córdoba en 1473*, Homenaje a Antón de Montoro, Montoro, 1977, p. 29-49.

61 Para M. A. Ladero Quesada "...es evidente [...] que hubo una conexión estrecha entre sobresaltos contra los conversos y coyunturas políticas agitadas"; *Judeoconversos andaluces...*, p. 29.

62 Cfr. A. Domínguez Ortiz, *Los judeoconversos en España y América*, Madrid, 1971, cap. II y *Judeoconversos andaluces...*, p. 46. Las collaciones preferentes de los *conversos* eran las de Santa María (la Catedral) y la de San Nicolás de la Villa; *Andalucía en torno...*, p. 160.

63 Algunas noticias ha dejado en su crónica A. Bernáldez; *Judeoconversos andaluces...*, p. 36-37.

64 El ámbito de actuación del Tribunal cordobés se extendía, a veces, hasta a Écija, Sevilla, Jaén y Málaga; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 233. El auto de fe más famoso fue el del tesorero catedralino, Pedro Fernández de Alcaudete, condenado a muerte en 1484. Para conseguir un amplio panorama del Santo Oficio cordobés véanse los espléndidos trabajos de R. Gracia Boix, *Colección de documentos para la historia de la Inquisición en Córdoba*, Córdoba, 1982 y *Autos de fe y causas de la Inquisición de Córdoba*, Córdoba, 1983.

personas condenadas a la vida pública, ayudándoles en su integración social ⁶⁵. No obstante, el fin de siglo provocó unos brotes mesiánicos cuyos protagonistas eran los *conversos*, lo que volvió a endurecer la política inquisitorial ante ellos ⁶⁶. Por entonces, empero, el común de la capital ya no respaldaba al Santo Oficio como a principios de su existencia. La causa fueron los abusos y malversaciones cometidos por el inquisidor Pedro Guiral /1495-1499/.

El hombre que le sucedió, Diego Rodríguez Lucero, en vez de suavizar la situación, no escatimaba sus esfuerzos para complicarla aún. Desde 1501 realizaba sus inicuas acciones, basando en denuncias falsas y amenazando a numerosos *cristianos viejos*. El respaldo de Fernando el Católico podía producir en el inquisidor la sensación de su impunidad, pero en 1507 el pueblo se decidió castigar a Lucero, asaltando la cárcel inquisitorial. El efecto fue el encarcelamiento de Lucero por el Tribunal Supremo, su proceso y duro castigo ⁶⁷.

En 1507 los *conversos* no participaban en los tumultos en la capital como víctimas, sino como acusadores, marchando en las mismas filas con el pueblo llano, caballeros, clérigos, e incluso nobles. Fue un suceso extraño y excepcional. Por lo común, los disturbios sociales terminaban con un ataque a ellos. Su presencia servía de tapadera para sus verdaderos motivos. Las persecuciones inquisitoriales sembraron un temor tremendo y masivo entre los *conversos*, aunque el verdadero número de los condenados no sobrepasaba un 10% de la comunidad. Mayor tamaño alcanzaron las emigraciones ⁶⁸.

El funcionamiento de la Inquisición extirpó el criptojudasismo, no tan popular como querían verlo los inquisidores, pero a la vez contribuyó a la marginación social de los *cristianos nuevos*. Tampoco llegó el Santo Oficio a terminar con los conflictos sociales, lo que, una vez pasado el primer decenio de su actuación, se hizo evidente, llevando a una prueba de recuperar los daños causados. Los *conversos* en la segunda o tercera generación fueron ya verdaderos cristianos y si el problema no hubiera sido tan sobrexpuesto, su integración habría podido suceder más pronto y en silencio. Las realidades de la época no se lo permitieron, sin embargo, poniendo pronto a los descendientes hebreos cara a los famosos estatutos de *limpieza de sangre*. El abanico de adversidades no podría, empero,

65 Cfr. M. A. Ladero Quesada, *Los conversos de Córdoba 1497*, El Olivo, XXIX-XXX, Córdoba, 1989, p. 187-205.

66 *Crisis de subsistencias...*, p. 228-234. La otra forma del fenómeno fue el llamado *alumbrismo*, mientras que entre las mujeres se desarrollaba el *averroísmo*; A. MacKay, *Averroistas y marginadas*, CHMAN, Jaén, 1984, p. 247-261.

67 Cfr. J. Edwards, *Trial of an Inquisitor: the dismissal of Diego Rodríguez Lucero, Inquisitor of Córdoba - 1508*, *Journal of Ecclesiastical History*, XXXVII, 1986, p. 249-250.

68 Los cronistas estiman el número de condenados a muerte en toda Castilla en 2 000 - muchos castigos se ejecutaron *in effigie* - y los habilitados en unos 15 000. Por otro lado, al menos 8 000 *conversos* cordobeses huyeron a Sevilla; cfr. *Judeoconversos andaluces...*, pp. 34-35 y 41.

precaver la deseada asimilación que aparecería, por fin, en los avatares tortuosos de esta gente.

En la Córdoba de la recta final de la Edad Media se notaba la presencia de forasteros y extranjeros. Dentro del propio reino existían enclaves territoriales forasteras —el señorío de Guadalcázar, en manos de los Benavides, y bienes cercanos a Bélmez, pertenecientes a los Carvajal, ambas familias nobles gienenses. Aparte de los andaluces, a Córdoba llegaban burgaleses, unidos con el comercio de lana, que llegaban a ser también arrendadores de impuestos, sustituyendo a los *conversos* ⁶⁹. Los vizcaínos se ocupaban del comercio del hierro, mientras que los catalanes trabajaban de canteros. Los lusos, por su parte, figuraban entre comerciantes y marineros ⁷⁰.

También los extranjeros estaban presentes en Córdoba desde hacía siglos. Los franceses y gascones habían aparecido a mediados del XIII, vendiendo paños y tejidos y viviendo en un barrio propio. Los más perceptibles siempre han sido, empero, italianos, y entre ellos, genoveses ⁷¹. Un gran linaje cordobés provenía de un almirante y aventurero genovés, Egido Bocanegra. La familia, al enlazar por vía matrimonial con el linaje lical de los Portocarrero, llegó a castellanizarse por entero.

Los Bocanegra eran un caso excepcional, siendo un verdadero fenómeno las colonias de comerciantes y artesanos genoveses. Los banqueros y grandes mercaderes, si bien llegaban a Córdoba y con ella vinculaban sus intereses, preferían establecer sus viviendas en las ciudades más dinámicas, sobre todo con acceso al mar —Sevilla, Málaga o Cádiz ⁷². Los que moraban en Córdoba, eran, en su mayoría, artesanos que formaban, al igual que en su patria italiana, los *alberghi popolari* ⁷³. De las tierras liguras procedía el mismo Cristóbal Colón, quien pasó en Córdoba los años decisivos de su vida, encontrando en esta ciudad amor y amistades ⁷⁴.

69 *Andalucía en torno...*, pp. 122-123 y 164, también *Los mudéjares...*, p. 307.

70 M. Nieto Cumplido, *Historia...*, pp. 197 y 301. La denominación "forasteros" entendía todos los habitantes de la Península, lo que llama atención a una conciencia medieval de unidad existente entre los españoles de Castilla, Aragón y Navarra, y los portugueses.

71 Según palabras de J. Heers, los liguros estaban "por todas partes"; J. Heers, *Los genoveses en la sociedad andaluza del siglo XV*, [trad.: A. Domínguez Ortiz] CHMAN, Sevilla, 1982, p. 428.

72 El papel de Cádiz, centro del comercio norteafricano, creció bastante en los primeros decenios del XVI, cuando la ciudad portuaria llegó a ser alternativa para Sevilla en el proyecto de la *Casa de la Contratación de las Indias* (1503); J. H. Parry, *Morskie Imperium Hiszpanii*, Gdańsk, 1986, p. 40-44.

73 Los *alberghi* eran una institución típica para la Génova medieval, teniendo sus dos modalidades, la noble y la popular, aplicada en Córdoba; *Los genoveses...*, p. 434-440.

74 Cfr. *ibid.*, p. 440, también el libro de J. Manzano Manzano, *Cristóbal Colón. Siete años decisivos de su vida*, Madrid, 1989 y el artículo de M. L. Díaz-Trechuelo, *Cristóbal Colón en Córdoba*, Andalucía y América. I-Córdoba, Córdoba, 1987, p. 33-38.

Aparte de los genoveses, hubo también algunos artesanos florentinos, unos que otros banqueros napolitanos y flamencos, destinados a la escultura y orfebrería ⁷⁵.

Generalmente, la llegada de forasteros y extranjeros a Córdoba se vinculaba mayoritariamente con la economía, sobre todo, a su sector artesanal. Llama la atención la facilidad de asimilación por parte de los extranjeros, lo cual, al menos en caso de los italianos, fue una alternativa bastante frecuente. Los que, por algunas razones, no se decidieron volver a sus lugares de origen, se quedaron, integrándose en la sociedad, una vez que hubieran obtenido la *naturaleza castellana* y cambiado sus nombres. A favor de su fácil adaptación tenían tres circunstancias: no representaban ninguna amenaza, real ni inventada, al ser relativamente poco numerosos; no eran *infieles*, perteneciendo a la misma cultura occidental-europea que los cordobeses; y, por, fin, no sonaban ningún pasado indeseable.

En una situación contraria estaban los gitanos. Primeros grupos de esos viajeros eternos llegaron a Andalucía en la segunda mitad del siglo XV ⁷⁶. Los peregrinos, tomados por "egipcios" y cristianos, fueron en principio muy bien acogidos por y los que se encargaron de darles una bienvenida fueron los magnates ⁷⁷. También el pueblo llano apoyaba a los calé con generosas limosnas, pero con el tiempo cambió tanto la política tolerante de los reyes como las posturas populares frente a unos individuos que iban siendo un trastorno social. Siendo un grupo muy raro, además de dudosa fe, los gitanos se convirtieron a ojos de los cordobeses de peregrinos a vagabundos. La decadencia de sus peregrinajes coincidía con el ocaso medieval ⁷⁸. En 1499 los Reyes Católicos, convencidos de que el estilo de vida de los gitanos era peligroso para el orden público, pusieron a los viajeros entre espada y pared, haciéndoles optar entre la vida sedentaria y el destierro ⁷⁹. No se conocen las secuelas inmediatas, dimensiones de emigración ni castigos, pero una buena parte de los gitanos se quedó en las comarcas poco accesibles, sobre todo de las Sierras.

⁷⁵ M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 312.

⁷⁶ Hasta hace poco se admitía la presencia de los supuestos gitanos que habían embarcado en Andalucía vía Gibraltar en torno al año 1000, lo que, a falta de testimonios verosímiles, tuvo que ser rechazado; cfr. M. Cádiz Córdoba, *El enigma de la raza gitana*, Palma de Mallorca, 1991, p. 15-21.

⁷⁷ El ejemplo fue demostrado por el mismo condestable real, don Miguel Lucas de Iranzo, quien acogió a los gitanos en sus residencias en Jaén (1462) y Andújar (1470); vid. B. Leblón, *Los gitanos de España*, Barcelona, 1987, p. 20. También merece la pena confrontar una interesante obra sobre la cultura en la corte del dignatario gienense L. Clare, *Fêtes, jeux et divertissements à la cour du connétable de Castille Miguel Lucas de Iranzo (1460-70). Les exercices physiques, La fête et l'écriture*. Théâtre de Cour. Cour-Théâtre en Espagne et en Italie (1450-1530), Université de Provence, 1987, p. 5-32.

⁷⁸ *Los gitanos...*, p. 24.

⁷⁹ El texto de la pragmática real se encuentra en F. Gil Ayuso, *Noticias bibliográficas de textos y disposiciones legales de los reinos de Castilla impresos en los siglos XVI y XVII*, Madrid, 1935, p. 401-402.

Los gitanos no habían gozado de una coyuntura favorable duradera. En el mejor de los casos, pasados unos treinta años a partir del momento de su venida, se vieron como "personas non grata". Condenados, al igual que musulmanes y judíos, a la pérdida de su identidad, supieron como únicos conservar sus señas más importantes, sobreviviendo en la región y llegando a enriquecer su cultura.

Cada uno de los grupos comentados tenía su personalidad social, cosa de la que carecían los esclavos, hombres y mujeres sin nacionalidad, sin derechos y sin condición humana. La esclavitud en la Córdoba del tránsito de los siglos XV-XVI era un fenómeno natural. Existía gracias a la guerra de Granada, conquistas norteafricanas y de Canarias, al igual que a la penetración castellana en África Ecuatorial.

A fines de la Edad Media se conocían tres categorías de esclavos: negros, de Mandinga y Guinea, *loros*, de Canarias y las Indias, y blancos, del emirato granadino y Berbería⁸⁰. En el avivado y muy populoso mercado de esclavos cordobés se reunían gentes de muchas partes. Los vendedores solían ser genoveses o catalanes, mientras que los compradores sobre todo artesanos locales⁸¹. El precio medio de un esclavo equivalía a un buen animal de carga. No todos los esclavos podían tener esperanza de quedar libres. Los musulmanes esperaban el rescate o intentaban una escapada a Magreb, mientras que los canarios, tras la incorporación de sus Islas a Castilla, podían regresar o integrarse con la sociedad cordobesa. En la peor situación se encontraban los negros de Guinea, alejados a miles de kilómetros de su tierra natal, y la cosa no se daba mejor, ni mucho menos, con los indios americanos.

La sociedad cordobesa bajomedieval era una sociedad andaluza. La región meridional de Catilla llegó a fines del XV a entrar más de una vez en la gran escena europea. Los doscientos cincuenta años pasados desde el momento de la reconquista habían sido un tiempo suficiente como para los andaluces se dieran cuenta de su particularidad dentro de la Corona. La sensación de comunidad nunca fuera el andalucismo político, debido a la gran singularidad de los puntos de vista de los que poseían el poder. Si bien, una vez terminada la reconquista, en la segunda mitad del XIII, ya habían empezado a aparecer unas Hermandades

⁸⁰ Esta clasificación nos la trae G. Lora Serrano, *Notas sobre el comercio de esclavos en Córdoba a fines del siglo XV*, CHMA, Sevilla, 1982, p. 177-179.

⁸¹ Los artesanos no poseían más de un esclavo. Los nobles y eclesiásticos solían tenerlos muchos más; *Ibd.*, p.170 y de la misma autora *El servicio doméstico...*, p. 244.

regionales, su vida siempre había sido efímera. Aquellas instituciones nacían cara a la amenaza granadina y no la idea de una política común ⁸².

Andalucía gozaba de un tratamiento especial por parte de los monarcas y grandes magnates castellanos. En la segunda mitad del XV nació un interesante título, el del "virrey de Andalucía", que llegó a sobrevivir unas décadas, siendo su único titular don Alonso de Aguilar. La idea, un tanto "independentista", no les gustaba nada a los Reyes católicos, durante cuyo reinado ya no se aludía al caso ⁸³. La singularidad de Andalucía seguía siendo, no obstante, realidad clara. Córdoba tenía su lugar fijo en la historia de la región, sobresaltando en no pocas ocasiones en el panorama. Entre todas las capitales andaluzas, era, a lo mejor, la que iba a jugar en los grandes acontecimientos en torno a 1492 el papel más interesante, si bien no tan esplendoroso como Sevilla.

Desde la segunda mitad del siglo XIII Andalucía había sido nombrada Frontera, por constituir el límite entre el reino castellano y el emirato granadino y, a la vez, entre el Occidente europeo y el Oriente musulmán, hasta 1492, fecha de la caída del reino nazarí. Durante aquel tiempo, en su territorio se realizaba un "doble juego" que caracterizaba las relaciones entre las dos comunidades vecinas. Por una parte, se trataba de una guerra permanente, por otra, fue notable el grado de intercambios comerciales y, también, culturales, los últimos, por supuesto, inconscientes. En este singular "juego" participaba una sociedad específica, en cuya mentalidad la Frontera había llegado a ser, por su presencia insistente, una *idea fix*. Los andaluces eran, por lo demás, descendientes de unos caballeros y civiles que también habían vivido antaño su frontericidad.

Córdoba era el reino con un límite con Granada más reducido, respecto a Sevilla o Jaén, sin embargo, no eran los kilómetros de frontera común los que determinaban la situación. El territorio cordobés constituía un cuño metido entre sus reinos vecinos. El control sobre este cuño habría separado a Sevilla y Jaén y, por lo tanto, el reino de Córdoba tenía una gran importancia estratégica. Hubo tres zonas dentro de la estructura defensiva. A la primera pertenecían los castillos fronterizos, a la segunda algunas fortalezas y villas de la Campiña, siendo la Vega del Guadalquivir con la capital la última de ellas, más alejada de los territorios amenazados. En resumen, la estructura militar fronteriza se refería a

⁸² En la formación de las Hermandades un papel relevante, bien que a menudo destructivo, jugaban los cordobeses; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 172-173 y del mismo autor *Orígenes del regionalismo andaluz 1235-1325*, Córdoba, 1978. También es preciso leer M. A. Ladero, *Sobre la génesis medieval de la identidad andaluza*, CHMA, Córdoba, 1988, p. 758-760 y J. M. Cuenca Toribio, *Historia...*, p. 64.

⁸³ J.M.Cuenca Toribio, *Andalucía. Historia de un pueblo (...a.C.-1984)*, Madrid, 1985, p. 348-349.

toda la parte del reino situada al sur del Guadalquivir ⁸⁴. Córdoba cumplía en ella el papel principal de ciudad-base, lugar de preparación de campañas, fuente de ingresos para su financiación y base de hombres. Su importancia aumentó aún en la época de los Reyes Católicos, cuando, además, servía de residencia del cuartel general de don Fernando durante la guerra de 1482 ⁸⁵.

La intensidad de participación en la vida fronteriza se medía, entre otros, mediante el número de cautivos. Entre las villas que más sufrieron en este aspecto en la segunda mitad del siglo XV figuraban Baena, Lucena, Priego, Montilla y La Rambla, localidades cercanas a la línea fronteriza, bien núcleos de población importantes. Por su parte, la ciudad musulmana que más cautivos proporcionó al reino cordobés era Málaga ⁸⁶. Las cifras de los presos había sido similar por ambos lados, hasta la contienda decisiva con el emirato, cuando el número de cautivos *moros* se puso bastante mayor. Elevados precios, exigidos en concepto del rescate, hacían del cautiverio un buen negocio, ocupándose de la liberación de rehenes las cofradías especializadas ⁸⁷.

Por su parte, el intercambio comercial se realizaba en los llamados *puertos*. Los cordobeses acudían a *puertos* en Alcalá la Real, Lucena, Priego y Antequera. Entre las mercadurías más populares figuraban ganado y paños, por parte cristiana, y seda, pescado, frutas y dulces, por la musulmana ⁸⁸. El tráfico de esos productos fue bastante beneficioso pero tampoco faltaban los que preferían pasar por alto los impuestos, dedicándose al contrabando, a veces con respaldo de autoridades municipales.

La situación fronteriza de Córdoba provocaba el surgimiento de algunas instituciones específicas, como el Caudillo Mayor de la Frontera o Alcalde entre moros y cristianos. Aparecían también personajes típicos, como *almogávares* y *adalides* o los llamados *homicianos* –delincuentes voluntarios para el servicio en fortalezas fronterizas.

La vecindad con un país enemigo más débil establecía ante los cordobeses unas perspectivas nuevas, dados los planes de los Reyes Católicos. En primer término, la conquista y colonización del emirato provocaron unas emigraciones de grado notabl y también contribuyeron al incremento de las fortunas de los

⁸⁴ Cfr. M.García Fernández, *La defensa de la frontera de Granada en el reinado de Alfonso XI de Castilla 1312-1350*, CHMAN, Almería, 1988, p. 40-44 y M. C. Quintanilla Raso, *Acerca de las fortalezas andaluzas en la frontera granadina durante el siglo XV*, *ibid.*, pp.262 y sigs.

⁸⁵ Cristóbal Colón en..., p.33.

⁸⁶ E. Cabrera Muñoz, *Cautivos cristianos en el reno de Granada en la segunda mitad del siglo XV*, CHMAN, Almería, 1988, p. 228-231 y *Notas sobre el comercio...*, p. 185.

⁸⁷ En Córdoba actuaban cofradías hasta de Burgos, atraídas por el sentido "confesional" de la contienda; *ibid.*, pp. 228 y 233-234.

⁸⁸ Algunos autores no cuentan con Lucena tras 1439; *Andalucía en torno...*, p.57. Hubo productos vedados, como armas, oro, plata o caballos; *Ibidem*.

magnates cordobeses. Todos los titulares del linaje Fernández de Córdoba entraron en posesión de algunas tierras granadinas, malagueñas o almerienses, una vez concluida la conquista ⁸⁹. Aparte de ello, las circunstancias de los últimos dos decenios del XV influían a ligeras modificaciones en la estructura social en Córdoba, siendo los tiempos de la guerra de Granada un periodo de la ampliación rápida de la caballería popular y los posteriores, de una todavía más rápida reducción de su contenido.

La Frontera era una realidad insistente en las mentes cordobesas del ocaso medieval. Las realidades en las que había permanecido la sociedad dejaron una profunda huella en su modo de pensar, forma de ser y el propio sistema de valores. Los cordobeses, "[...] cuando les falte la frontera con motivo de la toma de Granada, llevaron el espíritu fronterizo al Norte de África a partir de la conquista de Mazalquivir y de Orán (1505-09)" ⁹⁰. Y aún más lejos, los ideales de conquista y colonización aplicados en el Nuevo Mundo, tras una prueba general en Canarias, convirtieron a Córdoba en un territorio con frontera marítima.

La especificidad de Andalucía dentro de la Corona de Castilla se expresaba, entre otros, mediante el predominio social de las aristocracias, fenómeno que en ninguna de las restantes regiones alcanzó las dimensiones parecidas a las del Mediodía peninsular.

Había tres fundamentos en los que fundaban su importancia los aristócratas cordobeses de los fines del XV: participación en acciones militares, propiedad territorial y presencia en los consejos municipales ⁹¹.

En el plano de las primeras destacaba la guerra de Granada que ofrecía a los nobles cordobeses la primera oportunidad de "recuperar el papel de los primeros colaboradores de la monarquía", tan desviado en los últimos años de guerras civiles ⁹². Al mismo tiempo, fue la última posibilidad de confirmar el papel de los *bellatores* en la Península, ya que las siguientes pruebas ya se realizarían en tierras ultramarinas. En lo que se refiere a la propiedad territorial, los señoríos de la nobleza cordobesa proporcionaban el 37.4% del territorio del reino ⁹³. Junto con la llegada de los Reyes Católicos terminó el proceso del crecimiento señorial interior en el reino cordobés. El último aspecto del predominio aristocrático pertenecía al ámbito político. Los magnates ocupaban los cargos más altos en el consejo, siendo los *veinticuatro* y jurados —miembros del mismo— sus clientes, nobles medios o

⁸⁹ Don Alonso de Aguilar recibió Montefrío (Granada), el conde de Cabra Canillas de Aceituna, Arches y Corumbela (Málaga), el señor de Montemayor Somontín y Fines (Almería) y el *Alcaide de los Donceles* Comares (Granada); *Nobleza y...*, pp. 140, 181, 166 y 170, respectivamente.

⁹⁰ M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p. 173.

⁹¹ Antes de 1478 había existido un cuarto fundamento, es decir la participación en las guerras civiles castellanas; *ibid.*, p. 199.

⁹² *Andalucía en torno...*, p. 273.

⁹³ *Tierras realengas...*, p. 300.

hidalgos. La dependencia de los últimos respecto a los magnates no distaba mucho del sistema de vasallaje, por haber diversos lazos que unían los dos grupos. En tiempos de caos político en Castilla, en Córdoba se fundaban bandos nobiliarios, siendo los dos más famosos los de los señores de Aguilar y los condes de Cabra ⁹⁴.

La época referida introducía novedades importantes que parecían propiciar alteraciones del sistema de relaciones sociales. El gran comercio hubiera podido resaltar al grupo burgués si sus miembros no hubiesen sido forasteros —sin palabra política— o *conversos*. El comercio, además, seguía siendo controlado por la nobleza que era la que más se beneficiaba de su desarrollo. Las esperanzas que para algunos habían despertado las personas de los Reyes Católicos, se hundieron pronto. Los monarcas, al poner equilibrio entre nobleza y poder real, no pensaban en limitar el poder nobiliario, sino en aprovecharlo en su servicio. Ellos mismo, por lo demás, pertenecían del mismo mundo feudal y no habían vencido en la guerra civil sino con el respaldo aristocrático.

Tampoco las mentalidades populares estaban proclives a expresarse en contra del predominio nobiliario. La imagen de caballeros luchadores por la fe que aparecía en los romances fronterizos imprimía un fuerte sello en las mentes del pueblo. Por último, los mismos nobles tenían una buena conciencia estatal, que se dejaba observar en momentos de nefrentamientos con un poder ajeno. La nobleza cordobesa fue considerada la más “pura” en Castilla, lo que se convirtió aún en el XV en un “goticismo”, más imaginado que efectivo ⁹⁵. Sea como fuere, el “goticismo” cordobés fue un claro síntoma de un predominio aristocrático en auge.

La dialéctica social tenía a menudo la oportunidad de expresarse durante periodos de crisis, fue su cara negra. En los años 1503-08 Andalucía y Córdoba pasaban una grave y polifacética crisis que resultó catalizador para las tensiones sociales acumuladas a lo largo de varios años.

En el campo, las más frecuentes eran *debates* y roturaciones entre los campesinos de villas vecinas. El campesinado cordobés tenía horizontes muy limitados, lo que facilitaba este tipo de conflictos. Muchas veces ocurrían también usurpaciones de tierra por los nobles que a menudo rivalizaban entre sí. La enemistad de dos señores se reflejaba a través de las luchas de campesinos de sus villas. El antagonismo señor-campesinos no tuvo muchas ocasiones de surgir, debido tanto a la falta de efectividad de consejos rurales como de escasa conciencia y un “espíritu conformista” que caracterizaban a los labradores

⁹⁴ Vid. J. L. del Pino García, *El consejo de Córdoba a fines de la Edad Media*, HID, Sevilla, 1993, XX, pp. 358-363 y *Andalucía en torno...*, p. 141.

⁹⁵ Cfr. J. M. Cuenca Toribio, *Historia...*, pp. 54 y 94.

cordobeses ⁹⁶. A veces los conflictos rurales los provocaban aldeas que se oponían a la capital pero lo que hay que resaltar en todos esos casos, fue una pluralidad de causas de los conflictos rurales. Ninguno de ellos puede explicarse de un sólo modo ⁹⁷.

Tampoco los artesanos de la capital tenían conciencia de clase de identidad, enfrentándose unos a otros durante la crisis. El hambre que sucedió tras malas cosechas provocaba en la ciudad algunos disturbios, a lo que se unía la protesta ante elevados impuestos. Los oligarcas locales supieron encuadrar el descontento popular en una corriente que, hasta julio de 1506, desembocó en unos ataques a arrendadores y recaudadores ⁹⁸.

En 1504, una vez muerta Isabel la Católica, a la crisis económica y demográfica; del hambre y peste iban a morir millares; se unió el caos político. Lo llegó a aprovechar el marqués de Priego quien, con apoyo popular, se hizo dueño de Córdoba, llevando al pueblo al asalto a la cárcel inquisitorial. Las motivaciones del magnate no eran antimonárquicas pero sonaban demasiado a las de su padre para que el rey pudiera no hacerle caso. Pasados ocho años, el marqués volvió a intentar la entrada en el poder pero, finalmente, su sucesor figuró en 1520, durante la revuelta de las Comunidades, al lado del monarca, lo cual terminó el periodo de transición política por el que pasaba Córdoba a fines de la Edad Media. La lucha de los bandos, anterior a 1478, se apagó durante el reinado conjunto de Isabel y Fernando, debido a que por entonces todas las energías iban siendo encaminadas en empresas militares castellanas. Los tumultos resurgieron tras las muertes de la reina y, después, de su marido, para terminar definitivamente cara a la amenaza por parte de las ciudades, que hizo a los nobles comprender la necesidad de su colaboración con el rey ⁹⁹.

La crisis de 1503-08 tenía un matiz más, el religioso. Las actuaciones de la Inquisición, arma política en manos de don Fernando, provocaban una complicidad de los dos aspectos dentro de la crisis. Los inquisidores, sospechando el origen *converso* de muchos nobles cordobeses, trataba de eliminar a los miembros del partido enemigo al rey aragonés ¹⁰⁰. Su participación en el ataque de 1507 fue, por tanto, un contragolpe político. La situación en los primeros años del XVI quedaba marcada por una "hipersensibilidad religiosa"

⁹⁶ *Ibid.*, p. 100. Sobre los conflictos en el campo E. Cabrera Muñoz, *Usurpación de tierras y abusos señoriales en la Sierra cordobesa durante los siglos XIV y XV*, CHMA, Córdoba, 1978, II, p. 39-47.

⁹⁷ Cfr. *Crisis de subsistencias*, p. 167-171.

⁹⁸ Mayoría de ellos *convertos*; *ibid.*, p. 184-187.

⁹⁹ *Andalucía en torno...*, p. 276.

¹⁰⁰ No pocas de las sospechas fueron acertadas, pese a todo. Por ejemplo, en las venas del mismo marqués de Priego corría sangre judía, ya que su abuelo, Juan Pacheco - marqués de Villena - era judío; *Crisis de subsistencias...*, p. 236-237.

que, recordando los brotes mesiánicos de 1499, dio salida a una tensión ¹⁰¹. Lo que los *conversos* no jugaran en aquellos hechos un papel de víctimas e debía, sobre todo, a un control absoluto de la situación por parte de la nobleza de cuya voluntad dependía la vida y muerte de los cordobeses. No fueron sino los nobles los que determinaban el pulso de las tensiones sociales del reino.

En el tránsito de los siglos XV-XVI su madurez alcanzaba en Andalucía el Renacimiento, teneindo en el humanismo su emblema más universal. Los andaluces demostraban un vivo interés por la cultura coetánea, siendo, empero, ésta destinada a llegar a un círculo de recepción bastante reducido, de eclesiásticos y nobles. Los religiosos cordobeses predominaban en el aspecto cultural más que el clero de otros reinos. Los conventos cordobeses gozaban de riquísimas colecciones de libros y la enseñanza organizada por el cabildo catedralicio representaba el nivel más alto ¹⁰². Lo que faltaba en Córdoba y en Andaluca entera, fue una verdadera Universidad que concediera títulos de graduación. Los estudiantes cordobeses viajaban a Italia y Francia, limitándose a medida que avanzaba el XV a las Universidades castellanas. En el panorama científico destacaba la estrella de Fernando de Córdoba, un gran humanista, representante de toda la ciencia cordobesa bajomedieval ¹⁰³. No abundaba en personas ilustres la literatura, al enterrar a Juan de Mena, Pero Tafur y Antón de Montoro. Los gustos artísticos de los cordobeses propiciaban el desarrollo del goticismo pero tampoco impedían la apreciación el valor de la antigua Mezquita. Los nobles representaban un nivel cultural inferior al de los religiosos, con excepciones notables ¹⁰⁴. El pueblo llano, por su parte, se dedicaba a otras modalidades culturales, reflejadas en afición por los juegos, toros o grandes fiestas.

Las fiestas religiosas eran momentos importantes en la vida de los creyentes andaluces. En 1420 había nacido en Córdoba la práctica de la *Via Crucis*, convertida en universal ¹⁰⁵. Los andaluces estaban muy ligados a la fe cristiana y sus principios. El bautizo, matrimonio y enterramiento fueron acontecimientos clave en su trayectoria terrestre. La gente se preocupaba por su destino postmortal, lo que se reflejaba en el *Ars moriendi*.

101 *Ibid.*, p.228.

102 Del mayor prestigio gozaban la Escuela Catedralicia y el Estudio General de Gramática; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p.274.

103 *Ibid.*, p.294. En lo concerniente a las Universidades vid. L. E. Rodríguez, S. P. Bezares, *La Universidad hispana del Renacimiento. Salamanca, El siglo de frai Luis de León*. Salamanca y el Renacimiento, Salamanca, 1991, p. 54.

104 El marqués de Priego fue propietario de una biblioteca impresionante, siendo discípulo del famoso Pedro Mártir de Anglería; M.C.Quintanilla Raso, *La biblioteca del marqués de Priego (1518)*, EEMed, Madrid, 1980, p. 347-384.

105 *Andalucía en torno...*, p. 214-215.

Junto con la fe, el Cristianismo justificaba el orden y organización sociales, al haber creado sus fundamentos teóricos y, al mismo tiempo, contribuía al aumento de la identidad popular cristiana, cara a la guerra contra los *moros* o las herejías de los *conversos*. En Córdoba, el último aspecto tuvo especial relevancia, a causa de un número elevado de descendientes judíos.

A fines del XV la Iglesia castellana se enfrentaba a una necesidad de reformas, despertando polémicas en torno a la moral del clero. En Córdoba tuvieron lugar dos sínodos, en 1494 y 1520, que se ocupaban del asunto ¹⁰⁶. Carecía de tales problemas la religiosidad popular, una muestra de la utilidad de la fe en las relaciones interpersonales. Las cofradías cordobesas llevaban en numerosidad a sus homónimas sevillanas y gienenses, tampoco el culto mariano, muy andaluz, tardaba en difundirse por el reino.

La sociedad andaluza, fronteriza, aristocrática, cristiana y renacentista presenció en 1492 lo que cambiaría la historia universal, el descubrimiento del Nuevo Mundo. Andalucía fue de todas las regiones castellanas la que vivió aquel acontecimiento más intensamente. "Entre la tercera parte y la mitad de los españoles que pasaron a América en el siglo XVI fueron andaluces" ¹⁰⁷. Este protagonismo se debía a una notable potencia económica y demográfica, formada a lo largo del siglo XV. Además, significaba una continuación de ideales bajomedievales, ya comprobada en Granada, Norte de África y Canarias.

Fue Andalucía una región a la cual su propia situación geográfica le hacía estrechar los lazos con el mar, y luego con el Océano, siendo Málaga el puerto mediterráneo más relevante y Sevilla la ciudad oceánica más emprendedora y dinámica, al menos en los primeros decenios del XVI, a nivel europeo.

Una vez establecidos los primeros contactos con las Indias, la región andaluza empezó a ir enviando ahí a sus representantes, tal vez se trataba de los hombres más activos, que conseguían conquistar nuevos territorios y disfrutar de beneficios económicos así como de una fama inmortalizadora. Aquella "primera generación" de andaluces en América —conquistadores y aventureros— solía pasar a la historia como una gente que, aparte de lograr y perder honores y riquezas, no ha hecho sino comenzar el trazado del camino común de los dos mundos. En cambio, las "generaciones" siguientes, cuyas relaciones indianas fechan de los años veinte y treinta del XVI, serían las que verdaderamente establecieran fundamentos demográficos y mentales de las nuevas sociedades americanas.

Los sucesos en torno a 1492 tuvieron un buen eco en Córdoba que ha llegado a marcar su participación en todas las superficies, si bien ésta en ningún

106 *Ibid.*, p. 212-213.

107 *Ibid.*, p. 11.

momento pudo ser comparable a la de Sevilla. En primer lugar hay que mencionar al mismo Cristóbal Colón, el cual había venido a Córdoba en 1485 para conseguir la audiencia de los Reyes Católicos pero encontró mucho más que el interés regio. El nacimiento del hijo del Descubridor, Hernando, en 1488, hizo estrechar sus vínculos sentimentales con la tierra cordobesa ¹⁰⁸.

A la "primera generación" de cordobeses en América pertenecían personajes famosos. Sebastián de Belalcázar (Moyano) y Gonzalo Ximénez de Quesada marchaban en la primera fila de descubridores y Francisco Hernández no quedaba mucho a la zaga. Como tantos aventureros, los tres cordobeses no llegaron a mantener mucho más que una sola fama, al haber gozado de riquezas y honores, terminaban su trayectoria terrestre en pobreza o desgracia ¹⁰⁹.

Por su parte, el destino de los emigrantes, cuya cifra a lo largo del XVI llegó a rondar 800, fue algo diferente ¹¹⁰. Dos mercaderes montillanos que abandonaron España en los años treinta de ese siglo encontraron en las Indias un éxito profesional, ambos tenían hijos mestizos y ambos se morirían en América. Los dos nunca se olvidaron de sus familias y tierra natal, mandando dinero que apoyaba a sus parientes, pobres de la villa y que permitió eregir una capilla en la parroquia montillana ¹¹¹.

La presencia cordobesa se notó también en el campo de la actividad evangelizadora. Ya el mismo Cristóbal Colón veía en los indígenas americanos unos candidatos para nuevos miembros de la Iglesia. Años más tarde, de la tierra que más hubiera inspirado al Descubridor, salieron dos personajes ilustres cuya obra quedaría inmortalizada en libros, como en el caso de frai Pedro de Córdoba, o en una fundación que para frai Tomás de San Martín fue la Universidad de San Marcos en Lima. Frai Pedro fue quien primero levantó su voz en defensa de los indios, siendo su actividad más serena y fiable que la de su amigo Bartolomé de las Casas ¹¹².

Hablando de las Casas, su gran opositor en el pleito sobre los indios era también cordobés. Juan Ginés de Sepúlvera representaba una postura dura y "racial", marcada por un predominio natural de unos sobre otros. No pudo encontrar mejores ejemplos fuera de su propio lugar de origen...

Después de 1492 Córdoba era un lugar de tránsito para muchos que se marchaban a Sevilla, mirada puesta al Océano. Para ellos, Córdoba fue la última parada antes de embarcar. Los relatos de propios y extraños permitían a su

108 Cfr. M. L. Díaz-Trechuelo, *El cordobés Hernando Colón, Andalucía y América, I-Córdoba, Córdoba, 1987*, p.39-43.

109 M. L. Díaz-Trechuelo, M. M. Manchado López, A. Garrido, *Conquistadores cordobeses*, *ibid.*, p. 47-64.

110 La cifra la cita A. García-Abásolo, *Dos mercaderes montillanos*, *ibid.*, p. 99-100.

111 *Ibid.*, p. 99-103.

112 M. L. Díaz-Trechuelo, *Fray Pedro de Córdoba*, *ibid.*, p.73-75.



sociedad vivir muy de cerca un fenómeno que sería primero, a nivel universal, en anunciar la Modernidad.

La sociedad del reino de Córdoba se presentó en el tránsito de siglos y épocas ante unos cambios profundos. Para que estos cambios le fueran beneficiosos, uno había de ser abierto, abierto en el sentido más popular ¹¹³. El comprobar las capacidades de apertura de la sociedad cordobesa del otoño medieval no es tarea fácil, por la multitud de significados que la palabra "abierto" posea. Una de las llaves parece encontrarse en el pensamiento del "papa de los historiadores", Fernand Braudel, un gran aficionado al Mediterráneo. Al simplificar sus teorías que, a veces, resultan algo engañosas, al esquema fundamental, aparece una realidad dividida en tres sectores: la "permanencia duradera", historia social y la llamada "historia tradicional" que en este caso no resultaría útil ¹¹⁴.

La "permanencia duradera" del reino de Córdoba tenía, y sigue teniendo, cuatro protagonistas generales: el río Guadalquivir, Sierra Morena, Campiña y Cordillera Bética. El río cumplía su función alimenticia y estética, dividiendo el reino en dos partes claras: una Sierra al norte y una Campiña al Sur. El escaso fragmento cordobés de la Cordillera Bética, llamado Sierra Sur, apenas se distinguía al sur de la Campiña.

El Guadalquivir tenía mucha importancia en la comunicación y ecenemía, siendo navegable hasta Sevilla, gracias a barcazas. Mucha importancia tenían dos vados que eran, junto con el puente en la capital, los únicos sitios de conexión entre la Sierra y Campiña ¹¹⁵.

La Sierra era una zona muy rica en vegetación, un lugar idóneo para el descanso. Tampoco faltaban aves ni animales pequeños. La explotación se centraba en la madera, siendo las riquezas minerales un tanto olvidadas o despreciadas por los cordobeses ¹¹⁶. La Sierra estaba tajada por cuatro vías de comunicación con la Meseta lo que, dada su estrechez respecto a los sectores sevillano y gienense, le hacía resaltar en la región. Por ahí entraban los ganados de la poderosa Mesta, así como las meracdurías. A fines del XV la Sierra ya no pertenecía a la Frontera, al contraste del siglo XIII. Al terminar la reconquista, perdió su papel estartégico, lo que se reflejó en una señorialización muy lenta.

¹¹³ La determinación "sociedad abierta" llegó a ser clásica, refiriéndose, empero, a otra época; cfr. K. Popper, *Open society and its enemies*, London, 1980-84.

¹¹⁴ F. Braudel, *Morze Czeródziemne i ówiat czeródziemnomorski w epoce Filipa II*, Gdańsk, 1976, t.I, pp.24-25 y 29-30.

¹¹⁵ *Andalucía en torno...*, p.57.

¹¹⁶ A fines del XV Córdoba tuvo que importar incluso el hierro del País Vasco; M. Nieto Cumplido, *Historia...*, p.258-259.

Tampoco el número de núcleos poblacionales era aquí bastante pequeño.

La Campiña poseía rasgos diferentes y un ritmo de desarrollo también distinto. En un radio de ochenta kilómetros al sur del Guadalquivir se extendía una tierra fértil, de cereales, viñas y olivares que aún no estaba del todo aprovechada ¹¹⁷. La agricultura tenía ahí, empero, un gran campo de actuación y el paisaje agrario dominaba en esta zona. En el XIII, la Campiña había sido objeto de una repoblación y señorialización más extensa que la Sierra, por razones estratégicas. A fines del XV, la cifra de sus estados señoriales llevaba tres veces a la de la parte septentrional ¹¹⁸. La Sierra Sur no constituía aquí sino un complemento, enriqueciendo el paisaje con una red de castillos fronterizos.

El principal aspecto de la influencia de la "permanencia duradera" a la sociedad cordobesa se vincula al papel que jugaba la geografía en las posibilidades comunicativas con los territorios ubicados fuera de los límites del reino. Situada en el centro de la Andalucía cristiana, Córdoba se encontraba bien comunicada con Jaén, pero sobre todo con Sevilla y Toledo. Después de la caída de Málaga en 1487, se abrió ante ella una oportunidad de aparecer en el mercado mediterráneo pero cinco años más tarde ya no era posible repetir el hecho y surgir fuertemente en el americano. Pese al predominio sevillano, los cordobeses nunca quedaron mucho a la zaga en el encuentro con el Nuevo Mundo. Córdoba pertenecía, pues, al valle del Guadalquivir que, formando un "triángulo atlántico" con cimas convencionales en Ayamonte, Algeciras y Villa del Río, constituía un espacio naturalmente orientado hacia el Océano.

La historia social, "al ritmo lento", encierra todo el conjunto de actividades de una sociedad sometida a diversas coyunturas. De la dinámica de cambios de las mismas depende el ritmo de la propia historia.

Bajo el aspecto demográfico, el siglo XV se presentaba muy bien, en contraste de la centuria anterior, periodo de las calamidades. El aumento poblacional, con auge en torno a 1500, beneficiaba más a las ciudades que experimentaban un desarrollo espectacular. El crecimiento de la población permitía que las emigraciones de *conversos* y colonos, al emirato, no hicieran daño a la sociedad. La crisis demográfica arrebató a muchos miles de cordobeses pero después volvió a notarse un crecimiento, lo que hace ver en los años 1503-08 una ruptura temporal que no cambio de coyuntura.

Una situación similar de prosperidad se daba en la economía. Durante el XV sucedía un permanente incremento de la producción agrícola y ganadería. Los mercados de lana merina prosperaban a la par de la artesanía. Para el sector secundario el otoño medieval también significaba un desarrollo notable:

117 M. Nieto Cumplido, *Córdoba en el siglo XV*, p.45.

118 Vid. *Tierras realengas...*, pp.300-303.

manufacturas textiles, industria del cuero, gremios y cofradías. Un buen nivel alcanzó la utilización de medios financieros, compatible con la creciente popularidad de bancos. Simultáneamente, sus días estelares vivía el comercio interior, realizado sobre todo durante numerosas ferias ¹¹⁹. Por lo que se refiere al exterior, el intercambio con el emirato terminó en 1492, fecha del nacimiento del nuevo mercado americano. Por esos años, Córdoba entraba en el Mediterráneo, a través de Málaga. La buena racha fue quebrada en el quinquenio de 1503-08 pero la recuperación fue mucho más rápida y efectiva que en la demografía.

Las transformaciones sociales constituían la más lenta de las parcelas de la historia social. El tránsito de los siglos XV-XVI son muy buena prueba de ello. El orden social, nacido hacía dos siglos y medio, se encontraba en auge y sus máximos defensores, nobles, no tardaban un instante en ir confirmando su predominio. La estructura de la sociedad cordobesa bajomedieval era a fines del XV un organismo maduro, con fundamentos graníticos. Las únicas transformaciones derivaban de la unificación religiosa y no eran sino desaparición de dos minorías vestigiosas.

Los cordobeses del tránsito de las épocas se caracterizaban por una despertante curiosidad de lo nuevo, visible a la hora de la aventura americana y del Renacimiento. Los contactos culturales les abrían al mundo coetáneo. Por otra parte, la mentalidad social seguía siendo muy conservadora y las aspiraciones de todos casi nunca desbordaban el régimen vigente, cerrando la puerta a posibles alteraciones. La situación política parecía igual, las capacidades de apertura existían, pero el conservadurismo de la época junto con la postura de los omnipotentes nobles la hacían extender por mucho tiempo.

En resumen, tanto la demografía como economía hacían a la sociedad cordobesa abierta, lo mismo que la situación geográfica del reino y la cultura. Por otro lado, el sistema social, junto con todo lo que implicaba su fuerte arraigo, provocaba su importante cerradura, encerrando a las mentes y frenando una imparable conversión política. Por delante de los ojos de un observador bajomedieval que se encontrase en la Córdoba de 1492 aparecería una sociedad abierta hacia fuera, acaso más exportadora que importadora (no sólo en sentido comercial), y bastante cerrada por dentro, conservadora y muy pegada a su pasado inmediato. Decidir la ventaja de uno u otro rasgo sería, a lo mejor, tratar de hacer lo imposible y, a lo que parece, inútil, aunque, eso sí, sin duda interesante...

119 Cfr. M. A. Ladero Quesada, *Las ferias de Castilla. Siglos XII al XV*, Madrid, 1994, p.64-72.

Un Hongrois qui a sauvé l'Empire ottoman

Ferenc Tóth

Université Berzsenyi Dániel
Szombathely - Hongrie

La Monarchie française entretenait à l'époque moderne une liaison particulière avec l'Empire ottoman étant alors dans une incontestable période de déclin.¹ D'une part, elle cherchait une alliance de revers puissante contre son ancien adversaire, l'Empire des Habsbourg.² D'autre part, le roi Très-Chrétien se réservait le titre de protecteur de tous les chrétiens vivant sur le territoire de l'Empire ottoman. Pour cette double tâche elle maintenait un corps diplomatique considérable en Orient dont le centre était l'ambassade de France à Péra-lès-Constantinople. Parmi les agents de la diplomatie française quelques Hongrois se distinguèrent particulièrement. Presque tous étaient issus de l'émigration politique hongroise après la chute la guerre d'indépendance hongroise du prince Rákóczi, allié oriental de Louis XIV pendant la guerre de Succession d'Espagne. Cette émigration se divisait en deux parties: l'une fut employée en France dans les régiments de hussards français, l'autre groupe, dont le prince Rákóczi, se fixa à Rodosto (aujourd'hui Tekirdag), ville portuaire turque non loin de Constantinople, dans l'espoir de recouvrer un jour la liberté de la Hongrie à l'aide des Turcs. Les deux groupes restèrent en contact grâce à l'activité du Ministère de la Guerre en France qui envoyait des officiers de régiments de hussards afin de rechercher des recrues hongroises pour compléter leurs unités.

Le premier recrutement fut mené en 1720 par le comte László Bercsényi, qui sollicita le ministre de la guerre de lui accorder une autorisation de fonder son propre régiment et des subsides pour effectuer des recrutements à l'étranger.³ Le jeune Bercsényi, francisé "Berchény" ou "Berchiny", était le fils unique du principal collaborateur de Rákóczi, le comte Miklós Bercsényi. Son père se trouvait en Valachie avant l'arrivée de Rákóczi en Turquie. Dans cette

1 Voir à ce sujet: MANTRAN (R.) sous la dir., *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, 1989.; PALMER (A.), *The Decline and Fall of the Ottoman Empire*, London, 1992.; SAX (C. R^r von), *Geschichte des Machtverfalls der Türkei bis Ende des 19. Jahrhunderts und die Phasen der "orientalischen Frage" bis auf die Gegenwart*, Wien, 1908.

2 Voir: HOCHEDLINGER (M.), *Die französisch-türkischen Beziehungen 1525-1792 als Instrument antihabsburgischer Politik. Von der "osmanischen Diversion" zur Rettung des "kranken Mannes am Bosphorus"* (MA Diplomarbeit), Universität Wien, 1991.

3 Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), série A1 2770

principauté vassale turque, il réunit les réfugiés hongrois en provenance de Transylvanie. Un village, fondé par lui au sud de Bucarest, garde toujours son nom (*Berceni* en roumain). Très probablement, il y entretenait une correspondance secrète avec son fils. Ce dernier détenait probablement quelques renseignements sur le nombre approximatif des transfuges hongrois à proximité de la frontière, puisque dans sa requête qu'il adressait au ministre de la guerre, il assurait d'envoyer plusieurs contingents de la Turquie à Marseille.⁴ Bercsényi se rendit en Moldavie et en Valachie pour mener à bien sa mission. Il réussit à enrôler 283 hommes, dont 185 Hongrois, pour son régiment.⁵ La mission de Bercsényi en 1720-1721 ne fut qu'une première tentative pour réunir les jeunes Hongrois réfugiés sur le territoire de l'Empire ottoman. Hormis son objectif de recrutement, elle permit de relier les états-majors des deux émigrations kouroutz. Leur collaboration se poursuivit jusqu'à l'extinction du centre hongrois de Rodosto.

En 1733, au début de la guerre de Succession de Pologne, un nouveau recrutement se fit en Turquie, plus précisément aux alentours de la frontière hungaro-turque dont l'étanchéité n'était guère parfaite... Le chef de cette mission fut un ancien combattant de la guerre d'indépendance hongroise: András Tóth de Nyitra, francisé "Totte", le major du régiment Berchény. Ce gentilhomme parlait des langues orientales – le turc et le tartare – ce qui le rendait très utile pour la diplomatie française. Il revint avec quelque quatre-vingt recrues, dont cinquante venues directement de Hongrie.⁶ Le marquis de Villeneuve, ambassadeur de France à Constantinople, constata les qualités linguistiques de Tóth et commença à l'employer pour différentes missions en Orient.⁷ En particulier, pendant la guerre austro-turque de 1737-1739, il se révéla l'un des meilleurs agents du marquis de Villeneuve qui, en tant que médiateur, dérouta les tentatives diplomatiques des impériaux durant les négociations de paix.⁸ Tóth s'illustra comme le négociateur d'une éventuelle alliance entre la Russie et la France proposée par le maréchal de camp Münnich.⁹ Tóth devint vite un diplomate

4 *Ibidem*.

5 ZACHAR (J.), *A franciaországi Bercsényi-huszárezred története 1721-1791* (Historique du régiment de hussards Berchény en France 1721-1791), In: *Haditörténelmi Közlemények*, Budapest, 1992. p. 37.

6 ZACHAR (J.), *A franciaországi... op. cit.* p. 40-41.

7 VANDAL (A.), *Une ambassade française en Orient sous Louis XV, La mission du marquis de Villeneuve 1728-1741*, Paris, 1887. p. 197.

8 BÉRENGER (J.), *Histoire de l'Empire des Habsbourg*, Paris, 1990. pp. 432-433.

9 Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Paris), série MD (Mémoires et documents) Russie Tome 30 fol. 21-24. Voir sur l'activité du maréchal de Münich: SOREL (A.), *La question d'orient au XVIIIe siècle. Le partage de la Pologne et le traité de Kafnardji*, Paris, 1902. pp. 10-11.

expérimenté et fut même initié à la diplomatie secrète de Louis XV.¹⁰ En sa qualité d'agent français, il fit des démarches en faveur des Hongrois de Rodosto.¹¹ Pour assurer la continuité des agents hongrois au service de la France en Turquie le fils cadet de Tóth, François¹², y fut également envoyé, en 1755, avec son père comme "enfant de langue".¹³ Ce fut alors que commença pour le jeune François un long séjour d'étude de la langue turque. Au terme de sa carrière de diplomate, il se souvint ainsi de ses cours de langue à l'orientale:

*"Mon maître Turc commença par me faire apprendre à écrire, c'est la règle. L'habitude du dessin m'y fit faire quelques progrès; je lus ensuite, et alors les difficultés se multiplièrent; la suppression des voyelles suffit pour donner une idée de mes premiers embarras et du travail pénible et fastidieux qu'il me fallut subir; mais il y a plus encore: les Turcs en suppléant à la pauvreté de leur langue originelle, par l'adoption totale de l'Arabie et du Persan, en se composant cinq alphabets, dont les différents caractères sont cependant au choix des écrivains, ont encore créé de nouveaux obstacles à l'instruction; et quand la vie d'un homme suffit à peine pour apprendre à bien lire, que lui reste-t-il pour choisir ses lectures, pour profiter de ce qu'il aura lu? (...) Mon maître de langue, Persan d'origine, grand partisan de la poésie, s'enivrait également d'opium et d'eau-de-vie; je passais deux heures chaque jour dans cet agréable tête-à-tête ..."*¹⁴

Après la mort d'András Tóth, survenue en 1757, François resta en Turquie jusqu'en 1763 auprès de l'ambassadeur de Vergennes¹⁵, dont il devint un ami. Entre-temps, il se maria avec Marie de Rambaud, descendait d'une famille de la

10 Dans sa lettre du 10 juillet 1747, l'ambassadeur Désalleurs proposa ainsi l'emploi de Tott au comte de Puyzieulx, qui était alors secrétaire d'état des affaires étrangères:

"Quant à la personne de confiance à chercher pour le moment present, je crois l'avoir en main, le Roy ayant, comme vous savez, permis à M^r. de Totte de venir avec moy. C'est un homme très intelligent, d'une discretion a toute Epreuve, accoutumé a negocier avec les Turcs et les Tartares, qui possede la langue Turque et a beaucoup de sang froid."

Archives Diplomatiques de Nantes, Ambassade de Constantinople, série A, fonds Saint-Priest (dorénavant ADN, Saint-Priest) vol. 19 p. 84

11 ADN, Saint-Priest carton 158; Cf. TOTH (F.), *Un prétendant malgré lui au trône hongrois ou le rival français du dauphin Joseph en 1748*, Texte de conférence lu au colloque de "Mátrafüred" le 19 septembre 1996 (publication en cours).

12 François naquit 18 août 1733 à Chamigny, en France. Sur sa carrière militaire voir les notes tirées de son dossier militaire: Annexe I.

13 Même l'ambassadeur impérial, le baron de Penckler, remarqua la présence du jeune Tott à Constantinople. [Haus-, Hof- und Staatsarchiv (Vienne) Türkei II - 28 (Berichte 1755 I-IV) Turcica (1755 Juni) Lettre du 16 juin 1755 de Penckler fol. 54.] Sur les "enfants de langue" ou "jeunes de langue" voir: HITZEL (F.), *Les Jeunes de langue de Péra-lès-Constantinople*. In: *Dix-Huitième Siècle* n° 28, Paris, 1996. pp. 57-70.

14 *Mémoires du baron de Tott sur les Turcs et les Tartares Tome I*. Maestricht, 1785, pp. 7-8.

15 Charles Gravier, comte de Vergennes (1719-1787). Voir sur sa vie: MURPHY (O. T.), *Charles Gravier, comte de Vergennes. French Diplomacy in the Age of Revolution*, Albany, 1982.; LABOURDETTE (J.-F.), *Vergennes, ministre principal de Louis XVI*, Paris, 1990.

noblesse de robe lyonnaise.¹⁶ Sa mère naquit en Turquie et peut-être elle y rencontra quelques membres de l'émigration hongroise de Rodosto.¹⁷ Ayant terminé son apprentissage, il retourna en France où il attendait impatiemment le commencement de sa vraie carrière diplomatique. Sa correspondance avec le comte de Vergennes témoigne de la difficulté à laquelle le jeune François se heurtait pour trouver un emploi dans la diplomatie.¹⁸ L'occasion se présenta en 1767, l'année où il fut envoyé à Neuchâtel, principauté sous la dominance prussienne, afin de préparer son éventuelle réunion à la France. Sa mission fut rapidement dévoilée et il dut se retirer en France le 8 mai 1767.¹⁹ La véritable possibilité pour son emploi en Orient s'offrit dans la même année.

La France entretenait des liens étroits avec la Pologne qui lui servait maintes fois de terrains d'opération contre les monarchies germaniques d'Europe Centrale, notamment pendant les guerres contre l'Autriche et la Prusse. À la mort d'Auguste III, en janvier 1764, une alliance russo-prussienne se forma en vue de renforcer l'influence de ces deux puissances en Pologne au détriment de celle de la France. Les troupes russes pénétrèrent en Pologne et imposèrent l'élection de Stanislas-Auguste Poniatowski, ancien amant de Catherine II, à la Diète. La France rompit alors les relations diplomatiques avec la République polonaise. Choiseul s'efforçait de susciter une guerre russo-turque. Il ordonna à Vergennes, qui fut alors l'ambassadeur de France à Constantinople, de faciliter l'éclatement d'un conflit entre les deux puissances orientales.²⁰ Si j'insiste longtemps sur le conflit russo-turc c'est parce que parmi ses acteurs les plus illustres se trouvait le baron de Tott. Presque tous les manuels d'histoire concernant cette question évoquent son rôle joué dans la genèse de la guerre. Notons ici que son frère aîné, André de Tott ou simplement Tot, fut également impliqué dans cette affaire et qu'il arrive même de nos jours aussi qu'on confond les deux personnages.²¹

16 PALOCZY (E.), *Báró Tóth... op. cit.* p. 16.

17 TOTT (F. de), *Mémoires... op. cit. Tome I*, Maestricht, 1785. p. 57.

18 Archives de la Famille de Vergennes (Marly-le-Roy en France). Information très aimablement communiquée par Mr. Pierre de Tugny.

19 *Recueils des instructions aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution Française Tome XXX*. LIVET (G.) sous la dir., Suisse (2 vol.), Paris, 1983. Tome II pp. 805-816.

20 BÉLY (L.), *Les relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, 1992. pp. 567-573.

21 André de Tott naquit en 1731. En 1742, il entra au service dans le régiment de hussards Berchény. En mars 1764, il quitta la France pour la Russie où il vécut à la cour de Saint-Petersbourg. Il fournit des renseignements secrets au chargé d'affaires français, Rossignol, ainsi qu'à son frère, François, qui se trouvait alors en Crimée. Son activité fut découverte et les autorités russes l'expulsèrent le 20 décembre 1768.

AMAÉ, série Personnel (première série) vol. 67. fol. 54-58.

Voir à ce sujet: OZANAM (D.) - ANTOINE (M.), *Correspondance secrète du comte de Broglie avec Louis XV (1756-1784)/2 vol./*, Paris, 1956-1961.

Le chevalier de Vergennes, obéissant aux ordres de Choiseul, envoya François de Tott en Crimée auprès du khan des Tartares en qualité de consul de France en septembre 1767. Il devait inciter le souverain tartare à faire la guerre contre les Russes. Tott camoufla sa vraie mission par des buts secondaires: par exemple par l'achat des chevaux de remonte pour les régiments de hussards en France.²² Il convient de rappeler ici que déjà son père remplit naguère des missions diplomatiques importantes sous le prétexte de recruter des hussards en Turquie.

Entre-temps, son frère aîné se trouvait en Russie, dans la cour de Saint-Petersbourg depuis le mois de mars 1764.²³ Il fut en correspondance avec son frère et fut de même employé au service du roi pour fournir des renseignements sur les événements de Russie.²⁴ Quelques lettres issues de cette fameuse correspondance furent interceptées par les autorités russes et son activité secrète fut ainsi dévoilée. Par conséquent, il fut expulsé le 20 décembre 1768.²⁵

François de Tott réussit à gagner la grâce du khan Krim-Guéray dont il devint le confident. En juillet 1768, des kozaks brûlèrent la petite ville de Balta en territoire tartare. Le baron de Tott transmet le message immédiatement au duc de Choiseul:

22 Voici un extrait de la lettre du chevalier de Vergennes au baron (Constantinople, fin de septembre 1767):

"Puisque vous avez des ordres pour la remonte de nos régiments de hussards je dois vous prévenir M. qu'après bien des sollicitations et des instances j'ay obtenu qu'il seroit écrit au Pacha de Kotchim par la voye de son capikaya et d'ordre du Vizir de laisser sortir mille chevaux."

ADN, série Saint-Priest 207 pièce 5.

23 L'aventurier Jacques Casanova connut personnellement André de Tott. Il le rencontra à Saint-Petersbourg en 1768. Dans ses mémoires, Casanova nous fournit des informations précieuses sur ce personnage:

"J'ai beaucoup conversé dans ces trois jours avec le comte Tot, frère de celui qui était alors employé à Constantinople, qu'on appelait le baron. Nous nous étions connus à Paris, puis à La Haye où j'avais eu le bonheur de lui être utile. Il était alors hors de France pour éviter des affaires qui lui seraient arrivées vis-à-vis de ses camarades officiers qui s'étaient trouvés à la bataille de Minden. Il était venu à Péttersbourg avec Mme de Soltikow qu'il avait connue à Paris, dont il était devenu amoureux. Il logeait chez elle, il allait à la cour, et il y était aussi joli garçon. Deux ou trois ans après il eut ordre de l'impératrice de sortir de Péttersbourg, lorsque la guerre contre les Turcs arriva à cause des troubles de la Pologne. On prétendit qu'il tenait un commerce épistolaire avec son frère qui travaillait alors à Dardanelli pour empêcher le passage à la flotte russe que commandait Alexis Orloff. Je ne sais pas ce qu'il est devenu après son départ de Russie."

CASANOVA (J.), *Histoire de ma vie* Tome III, Paris, 1993. p. 421.

24 OZANAM (D.) - ANTOINE (M.), *Correspondance... op. cit. Tome II*, pp. 224-225.

25 Selon la lettre du 23 décembre 1768 de l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, Rossignol, au comte de Vergennes, il y avait une relation de cause à effet entre l'arrestation de l'ambassadeur de Russie à Constantinople, Obreskov, et l'expulsion d'André de Tott:

"Monseigneur, j'ai reçu la lettre dont votre Excellence m'a honoré le 9 octobre dernier par laquelle elle veut bien me faire part de ce qui s'est passé lors de l'arrêt de M. Obreskov (...) on attribue icy la rupture entre les deux empires aux intrigues de la France, d'où vous pouvez juger, Mgr., de quel oeil nous sommes vus. La haine et l'animosité contre nous sont excessives; elles ont poussé l'Impératrice à faire donner ordre au Baron de Tott de partir en vingt quatre heures. Le prétexte est la conduite que son frère qui a été en Crimée a tenue avec les confédérés, et il est parti depuis quinze jours."

ADN, série Saint-Priest 232 fol. 8-9.

"L'insulte faite par des troupes Russes a la ville de Balta en Tartarie m'ayant été confié par le Mufti le même jour que cette nouvelle est parvenue au Kan, je me suis empressé d'avoir l'honneur de vous rendre compte d'une aventure capable de reveiller enfin l'Empire ottoman, et de l'éclairer sur ce qu'il a à redouter des suites de l'asservissement de la Pologne quand la Russie étoit déjà ne devoir garder aucun menagement dans l'exécution de ses projets."²⁶

L'affaire de Balta fournit au baron de Tott l'occasion d'exciter la vengeance du khan des Tartares, et força le Grand Seigneur de lever l'étendard de la guerre. La déclaration en fut faite le 6 octobre 1768.²⁷ François de Tott accompagna le khan dans les premières campagnes de la guerre. Il y était jusqu'à la mort de Krim-Guéray à qui il consacra plusieurs pages de ses mémoires.²⁸ Ayant ainsi rempli sa mission, il se rendit à Constantinople en 1770.

Dans la capitale turque la situation devint critique après la défaite de la marine turque à Csmé le 5 juillet 1770. L'amiral Orloff menaça déjà d'envahir Constantinople. Ce fut à ce moment-là que le baron de Tott se distingua dans le perfectionnement de la défense turque et contribua ainsi à sauver la capitale.²⁹ Il continua ensuite la réorganisation et la modernisation de l'artillerie turque. Ce travail avait déjà été commencé par Bonneval pacha³⁰ au début du XVIII^e siècle; le baron de Tott reprit ce projet en utilisant les acquis de la réforme de l'artillerie française moderne représentée par des ingénieurs aussi éminents que Bélidor ou Gribeauval. Il y constitua une école de mathématiques et, avec l'aide d'un renégat écossais du nom de Campbell Mustapha Agha et du capitaine d'artillerie français Antoine-Charles Obert (Aubert)³¹, un nouveau corps d'artillerie à tir rapide nommé des Suratchis (sürat toptchuları).³² L'établissement d'une fonderie de canons à Hasköy sous la direction des spécialistes français fut un incontestable succès et resta un effet durable de son activité modernisatrice.³³ Si l'on en croit à

26 Lettre du baron de Tott au duc de Choiseul (Bactcheseray, le 10 juillet 1768) ADN, série Saint-Priest 208 fol. 307.

27 BÉLY (L.), *Les relations...* op. cit. pp. 571-572.

28 *Mémoires du baron de Tott sur les Turcs et les Tartares Tome II*. Maestricht, 1785, pp. 171-193.

29 CASTELLAN (G.), *Histoire des Balkans (XIV^e-XX^e siècles)*, Paris, 1991. p. 210.

30 Alexandre de Bonneval (1675-1747) renégat français au service de l'Empire ottoman. Sur sa biographie, voir: BENEDIKT (H.), *Der Pascha-Graf Alexander von Bonneval*, Graz-Köln, 1959.

31 HITZEL, (F.), *Relations interculturelles et scientifiques entre l'Empire ottoman et les pays de l'Europe occidentale 1453-1839* (2 vol.), Thèse de doctorat préparée sous la direction de M. Dominique CHEVALLIER, professeur d'histoire, Université Paris-Sorbonne, Paris, novembre 1994 (soutenue en janvier 1995) p. 295.

32 MANTRAN (R.) sous la dir., *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, 1989. p. 423. Voir encore: BODINIER (G.), Les missions militaires françaises en Turquie au XVIII^e siècle, In: *Revue internationale d'histoire militaire* n° 68, Paris, 1987.

33 "Cette fonderie de canons de Hasköy devint au début du XIX^e siècle une fabrique d'ancres (*lengerkhâne*). Elle a été transformée en salle d'exposition au cours de l'été 1993." HITZEL, (F.), *Relations* ... op. cit. p. 295. n. 4.

l'ambassadeur impérial de Constantinople, le baron de Thugut, Tott inventa un nouveau type de pontons en cuir dont la Porte commenda 150 en 1701.³⁴

Il devint le favori du jeune sultan Mustapha III et élaborait des projets de grande envergure: il envisageait par exemple le rétablissement de l'ancien canal de Suez.³⁵ La mort prématurée du sultan mit fin au séjour du baron de Tott en Turquie qui retourna en France en 1776.³⁶ Retourné en France, il fut présenté au roi, comme la *Gazette de France* (le 17 juillet 1776) nous l'apprend:

*"Le Baron de Tott, Brigadier des Armées, à son retour de Constantinople, a eu l'honneur d'être présenté au Roi, le 14 de ce mois, par le Comte de Vergennes, Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères."*³⁷

L'activité du baron de Tott s'intégrait dans le vaste conflit diplomatique qu'on appelle simplement la question d'Orient. L'apparition d'une nouvelle puissance orientale, la Russie, menaçait l'équilibre politique de l'Europe continentale. L'appui de la France différa le démembrement de l'Empire ottoman et empêcha la Russie d'occuper des points stratégiques dans la Méditerranée.³⁸

Le travail du baron de Tott en Turquie fut suivi par la presse de son temps et lorsqu'il revint en France, en 1776, il était déjà un homme connu et populaire grâce aux gazettes européennes qui suivirent au jour le jour son activité.³⁹ Déçu du gouvernement despotique turc qui régnait après la mort du jeune Mustapha III, Tott adhéra à la faction de Versailles qui préconisait le partage de l'Empire ottoman. Il présenta un mémoire sur la situation contemporaine de l'état turc dans lequel il réserva un rôle important à la France dans la colonisation du Moyen-Orient.⁴⁰ Ses idées trouvèrent un accueil favorable dans le Ministère de la Marine dont les consulats des Échelles du Levant relevaient. Le premier commis de ce Ministère, Saint-Didier, s'occupa alors du projet de conquête de l'Égypte

Voir aussi à ce sujet la traduction d'un mémoire en turc écrit par le baron de Tott: Annexe II.

34 Haus-, Hof- und Staatsarchiv (Vienne), Türkei II 57 (Berichte 1771) Turcica 1771 (Jän.-Apr.) fol. 105.

35 *Mémoires du baron de Tott sur les Turcs et les Tartares* Tome IV, Amsterdam, 1784. pp. 69-70.

36 PALOCZY (E.), *Báró Tóth Ferenc, a Dardanellák megerősítője* (François baron de Tott, le fortificateur des Dardanelles), Budapest, 1915. p. 140.

37 *Gazette de France*, Paris, 1776. p. 265.

38 La pensée du traducteur anglais (John Wilkes ?) des mémoires du baron de Tott est bien pertinente sur ce sujet:

"Russia is now in complete possession of the Crimea, from whence she is already making naval armaments, and from the rapid progress made in one century, in arts and arms, by that vast empire, it may be conjectured, without any extraordinary stretch of imagination, that the beautiful and happy situation, and immense population of the Tautic Chersonesus, will prove in her hands, the source and instruments of considerable and perhaps, not very distant revolutions. In this part of the Memoirs, there is a rich feast for the philosopher and politician."

Memoirs of the Baron de Tott, on the Turks and the Tartars. Translated from the French, by an English gentleman at Paris, under the immediate inspection of the Baron Tome I, London, 1785. p. XII.

39 Voir: TOTH (F.), Voltaire et un diplomate d'origine hongroise en Orient, In: *Cahiers d'études hongroises* 7/1995, Paris, 1995. pp. 78-86.

40 SHAT, série MR 1677, *Égypte jusqu'en 1830*

proposé jadis par le duc de Choiseul.⁴¹ En revanche, le ministre des Affaires Étrangères, le comte de Vergennes, considérait que l'intégrité de l'Empire ottoman devait rester intacte et fut contre le projet de son partage. Le désaccord au sein du gouvernement de Versailles ne mit pas fin aux aspirations du baron de Tott. Appuyé par Saint-Didier, il fut chargé de l'inspection générale des Échelles du Levant et de Barbarie. Sartine, le ministre de la Marine, lui confia de même une mission secrète, celle d'étudier les moyens de conquête de la province d'Égypte.⁴²

Le baron de Tott s'embarqua à Toulon sur le vaisseau "Atalante" le 26 avril 1777.⁴³ Tott inspecta les différents consulats et comptoirs qui se trouvaient dans le Moyen-Orient. Suite à son enquête plusieurs consuls et administrateurs furent rappelés, par exemple le consul de Smyrne Peyssonnel, ou bien promus. De même, des réformes considérables virent le jour dans l'administration des établissements français en Orient.⁴⁴ En ce qui concerne sa mission secrète en Égypte, Tott établit un compte-rendu détaillé et complété par des cartes du littoral égyptien (*Compte rendu de la Mission secrète du baron de Tott 1779*). Il y insista sur l'importance stratégique de la conquête de l'Égypte:

*"Le grand avantage de la conquête de l'Égypte est dans sa position; elle assure à la France le remplacement facile de tout ce que ses colonies éloignées ne lui procurent qu'à grand frais; elle les rapproche et n'expatrie pas, pour ainsi dire, ceux qui s'y transportent; elle place l'administration sous les yeux du Roi et de ses Ministres, et cette même position garantit une possession qui, suffisant à sa propre défense, ne peut plus être contrariée. Ses rapports commerciaux permettent en même temps à la France une prépondérance d'autant plus certaine, qu'ils mettent dans son pouvoir la clef des portes dont on ne pourra plus se passer sans donner à son commerce des avantages qui annuleraient celui des nations qui entreprendraient de suivre l'ancienne route."*⁴⁵

Le projet d'occupation d'Égypte, élaboré par le baron de Tott, dans la situation de la guerre en Amérique, ne pouvait être réalisé et il fallut attendre l'initiative de Napoléon Bonaparte, en 1798, que l'idée de la conquête de l'Égypte réapparût au sein du gouvernement français.

41 CHARLES-ROUX (F.), *Le projet français de conquête de l'Égypte sous le règne de Louis XVI*, Le Caire, 1929. p. 15.

42 *Ibidem*. p. 40.

43 Voici la description du départ de la frégate "Atalante", donnée par le naturaliste Sonnini, membre savant de l'expédition:

"Ce fut le 26 avril 1777, à dix heures du soir, que la frégate l'Atalante, l'une des plus belles de la marine française, mit à la voile de la rade de Toulon. M. Durfort la commandait, et elle était armée de près de trois cents hommes d'équipage et de trente-deux pièces de canon."

SONNINI (C.-S.), *Voyage dans la Haute et Basse Égypte fait par ordre de l'ancien gouvernement, et contenant des observations de tous genres Tome I*, Paris, l'an 7 de la République. p. 24.

44 CHARLES-ROUX (F.), *Le projet... op. cit.* p.70.

45 *Ibidem*.

Hormis ce compte-rendu réservé à un cercle réduit du gouvernement français le baron de Tott publia dans ses mémoires (1784) les idées concernant la colonisation de l'Empire ottoman. La première édition date de 1784. Mais, durant les deux années suivantes, les mémoires connurent encore quatre éditions en français.⁴⁶ Un véritable best-seller de l'époque! Les versions en langues étrangères (anglaise, allemande, danoise et néerlandaise) des mémoires remportèrent également un grand succès. La traduction anglaise des *Mémoires du baron de Tott sur les Turcs et les Tartares* fut un des ouvrages les plus empruntés par les membres de la New York Society Library en 1789.⁴⁷

Les mémoires contiennent cinq parties distinctes: un discours préliminaire et quatre livres. Dans le discours préliminaire, le baron de Tott s'oppose à la théorie de Montesquieu selon laquelle le climat exerce une influence déterminante sur les mœurs des gens et par conséquent sur leurs lois. Contrairement à cela, Tott affirme la prédominance des forces morales sur celles du climat:

*"Rapprochez un Tartare Manchoux d'un Tartare de Bessarabie, vous chercherez en vain cet intervalle de 1500 lieues qui les sépare: le climat diffère peu; le gouvernement est le même. Considérez ensuite le Grec et Turc dont les maisons se touchent, vous retrouverez les 1500 lieues que vous cherchiez; ils sont cependant sous le même ciel et le même régime: faites remplacer le Manchoux au nord de la Chine par l'Arabe, qui, sous le tropique, va se rafraîchir aux cataractes du Nil, il avait avec les Égyptiens ses compatriotes; mais il contrastera brusquement avec le soldat Russe en passant le fleuve Amur; et dans cet examen, on appercevra plus distinctement l'influence du Gouvernement sur le caractère des individus, que l'influence du climat. On verra les forces morales dominer constamment le physique, et donner l'explication des différentes nuances qui paraissent les moins explicables."*⁴⁸

La théorie de Tott s'intègre dans l'idéologie colonisatrice de l'époque qui prétendait améliorer les sociétés orientales en introduisant les institutions européennes dans les colonies.

Le premier livre des mémoires est consacré au tableau des mœurs des habitants de la Turquie, illustré par les descriptions pittoresques et des éléments anecdotiques. Le deuxième livre relate la mission du baron en Crimée en 1768, en fournissant une grande quantité d'informations précieuses sur les Tartares.⁴⁹ Dans le troisième livre, Tott nous raconte son activité de modernisation au sein de l'armée turque, ainsi que son rôle dans la fortification des Dardanelles. Enfin,

46 LAURENS (H.), *Les origines intellectuelles de l'expédition d'Égypte*, Paris, 1964. p. 63.

47 HEROLD (C.), *Bonaparte en Égypte*, Paris, 1964. p. 15.

48 *Mémoires du baron.. op. cit.*, Maestricht, 1786. pp. VIII-IX.

49 Cette partie des mémoires est comparable à la *Description physique de la Crimée* (1786) qui est conservée aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères (série Mémoires et documents - Russie vol. 18).

le dernier livre raconte le voyage de Tott au Moyen-Orient en tant qu'inspecteur des Échelles du Levant. La partie de ce livre qui concerne l'Égypte est particulièrement intéressante, car l'idée du rétablissement de l'ancien canal de Suez y figure également:

*"Dans les différents travaux qui ont illustré l'ancienne Égypte, le canal de communication entre la mer Rouge et la Méditerranée, mériterait la première place, si les efforts du génie en faveur de l'utilité publique, étaient secondés par les générations destinées à en jouir, et si les fondements du bien social pouvaient acquérir la même solidité que les préjugés qui tendent à le détruire."*⁵⁰

Parmi les lecteurs célèbres contemporains des mémoires il faut mentionner la famille royale, l'orientaliste Volney, le révolutionnaire Brissot et le jeune Napoléon Bonaparte.⁵¹ La critique réagit vivement: l'ancien consul de Smyrne, Peyssonnel, attaqua ardemment les mémoires dans sa *Lettre à M. le marquis de N...*:

*"Je ne puis croire qu'il soit tout entier, et tel qu'il a été publié, de M. le Baron de Tott, parce que j'y trouve des fautes que n'a pu commettre un homme aussi instruit et aussi éclairé que lui, qui a si long-temps et si bien vu les Turcs, et qui possède si parfaitement leur langue."*⁵²

La réaction peu civile de Peyssonnel s'explique par le fait que l'ancien consul fut rappelé suite à l'inspection de Tott à Smyrne en 1777.⁵³ La vengeance littéraire de l'ancien consul fut courtoisement réfutée par Ruffin, drogman et ancien collaborateur de Tott en Crimée.⁵⁴ De toute façon, l'oeuvre du baron de Tott devint un ouvrage de référence pour les historiens, orientalistes, géographes et écrivains.⁵⁵ Pour illustrer l'influence des mémoires sur la littérature nous ne

50 Ibidem. Tome IV, p. 46.

51 Bibliothèque de l'École Supérieure de Guerre, série Manuscrit 54-55 *Mémoires du baron de Tott*. Sur la feuille de garde du tome premier on lit: *"Cet exemplaire appartenait au Roi."*

VOLNEY (C.-F.), *Voyage en Égypte et en Syrie, suivi de Considérations sur la guerre des Russes et des Turcs* Tome II, Paris, 1822. p. 365. et 369.

Sur la lecture des mémoires par Bonaparte et Brissot, voir:

GAULMIER (J.), *L'idéologue Volney*, Beyrouth, 1951. pp. 121.; 310-311.

LAS CASES (C. de), *Le mémorial de Saint-Hélène* Tome I, Paris, 1956. p. 623.

52 *Lettre de M. de Peyssonnel, Ancien Consul-Général à Smyrne, ci-devant Consul de Sa Majesté auprès du Khan des Tartares, à M. le Marquis de N... Contenant quelques Observations relatives aux Mémoires qui ont paru sous le nom de M. le Baron de Tott*, Amsterdam, 1785. p. 5.

53 Voici une note concernant l'inspection de Tott:

"M. de Peyssonnel Consul Général de Smyrne et des Isles de l'Archipel a été rappellé pour cause de dérangement. La Nation de Smyrne a porté même des plaintes graves à M. Le B^{on} de Tott sur sa conduite."

AN, Affaires Étrangères, série B III 15 fol. 19.

54 *Mémoires du baron de Tott sur les Turcs et les Tartares. Lettre à M. Ruffin. Réponse de M. Ruffin. Observations de M. Ruffin sur la critique de M. Tott par Peyssonnel*, Amsterdam, 1785.

55 Voici, par exemple, la note du professeur Meiners sur cet ouvrage:

"Dies Werk ist vorzüglich desswegen wichtig, weil es die oft bezweyfelten Zeugnisse älterer Schriftsteller bestätigt. Ganz neue Data habe ich selten darinn gefunden."

citons que l'exemple de l'écrivain allemand Burger, qui emprunta beaucoup aux mémoires du baron de Tott pour former le personnage du légendaire baron de Münchhausen.⁵⁶

L'échec du projet d'occupation d'Égypte du baron de Tott entraîna également sa disgrâce à la cour de Versailles. Afin de l'écarter du gouvernement, le roi le nomma commandant militaire de la ville de Douai, dans le Nord de la France, où il arriva en 1785.⁵⁷ François baron de Tott habita pendant son séjour douaisien la fameuse "maison des quatre coins".⁵⁸ Il fut célèbre pour ses fameuses soirées à l'orientale dans la bonne société de Douai. Jusqu'à son départ, il donna beaucoup de réceptions et fêtes qui frappèrent l'imagination des Douaisiens.⁵⁹ Il y introduisit le goût oriental et dessina même un kiosque qui fut érigé près de la Porte de Paris.⁶⁰

Au moment où l'émigration aristocratique s'amorça, les personnages les plus en vue de la deuxième génération des immigrés occupèrent des postes stratégiques à la frontière septentrionale. François baron de Tott était commandant militaire de la ville de Douai. Probablement, il favorisa l'émigration des princes. De toute manière, l'activité royaliste du gentilhomme d'origine hongroise fut découverte et il fut chassé de son poste par les soldats révoltés le 18 mai 1790.⁶¹ Tott émigra d'abord à Bruxelles, ensuite en Suisse.⁶² Là-bas, il rencontra le comte Tódor Batthyány qui l'invita en Hongrie lui donna une maison à Tarcsafürdő (aujourd'hui Bad Tatzmannsdorf en Autriche). Le comte, grand amateur des sciences et des arts, travailla alors sur un bateau capable de naviguer

Grundriss der Geschichte der Menschheit von C. Meiners ordentlichen Lehrer des Weltweisheit in Göttingen, Frankfurt und Leipzig, 1786. (page non numérotée à la fin de l'ouvrage)

56 BURGER, *Histoire et aventures du Baron de Münchhausen*, Paris, 1840. p. 147.

57 Archives Municipales de Douai (AMD), série BB 28 p. 55.

58 AMD, série CC 131

LEROUY (P.), *La maison des quatre coins*, In: *Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai*, 5e série Tome III, Douai, 1969-1971. p. 21.

59 Voir sur le séjour du baron de Tott à Douai:

DUTILLOEUL (R.-H.), *Galerie douaisienne, ou biographie des hommes remarquables de la ville de Douai*, Marseille, 1981.

60 LAZAR (A.), *Les Hongrois dans l'histoire du nord de la France*, In: *Revue du Nord* n° 267, Lille, 1985. pp. 955-966.

61 Sur la mutinerie de Douai:

AMD, série H5 1.20

WAGNAIR (Ch.), *La Garde Nationale de Douai sous la Révolution, Mémoire de D.E.S.*, Lille, 1966. p. 13.

62 Tott fut arrêté au passage du piquet de Cheyres pour avoir oublié ses papiers. Une querelle éclata au cours de laquelle l'officier commandant le poste lui dit:

"Si vous aviez fait du bien, vous ne seriez pas ici!"

Cité par DIESBACH (G. de), *Histoire de l'émigration*, Paris, 1975. p. 388.

Cf. ANDREY (G.), *Les émigrés français dans le canton de Fribourg 1789-1815*, Neuchâtel, 1972. p. 129.

Sur le séjour de Tott en Suisse, voir:

FRENE (Th. R.), *Journal de ma vie Tome IV*, Bienne, 1994. pp. 60-74.

les contre le courant des fleuves.⁶³ Certainement il employa le baron pour ce but. À raison des expériences physiques du baron, les habitants du village surnommèrent sa demeure "Hexenhaus" (maison aux sorcières). Il y mourut en octobre 1793.⁶⁴

Sa carrière fut à bien des égards exceptionnelle. Né d'un gentilhomme peu connu hongrois, il n'avait pas beaucoup d'espoir d'entrer dans la cour de Versailles parmi les aristocrates français. Il devait bien connaître la langue hongroise, car à l'époque où il servait dans le régiment de Berchény, depuis son âge de dix ans!, la majorité des hussards était hongrois et le commandement se fit surtout en hongrois. Mais, certainement cela n'était pas perçu comme un avantage dans les milieux auliques. Il se plaignit d'ailleurs, dans ses mémoires, de ses origines étrangères.⁶⁵ L'occasion qui se présenta en Orient ne lui promettait d'abord un succès foudroyant. Etre consul de France en Crimée, poste occupé déjà avant lui par plusieurs Hongrois (comme Adám Jávorka, Adám Máriássy et son père András Tóth), était un charge médiocre. Sa fortune en Turquie était, comme nous l'avons déjà montré, assez précaire et sa popularité était due à une campagne de la presse européenne contre la France. N'ayant pas renoncé à sa religion, comme Bonneval pacha le fit naguère, il ne pouvait mener à bien sa carrière en Turquie.⁶⁶ Retourné en France, malgré ses idées vraiment originales mais qui s'opposaient aux intérêts de la France contemporaine, il fut écarté du pouvoir. Le succès de ses mémoires pouvaient seulement le consoler pendant quelques années. Le coup le plus sévère fut porté sur lui par la Révolution. Fils d'un émigré et disgracié de l'ancien régime, il dut quitter la

63 Voir sur les recherches du comte Batthyány: SIKLOSSY (L.), Batthyány Tódor gróf ár ellen haladó hajója, In: *Búvár*, Budapest, 1938. pp. 97-100.; SCHAEFER (K.), *Zimmermannskunst auf historischen Donauschiffen*, Dissertation an der Technischen Universität Wien, Wien, 1983. pp. 137-144.

64 *Ibidem*. p. 499.

65 "Un nom étranger, nul appui, huit ans d'absence passés à Constantinople, rien de tout cela ne me promettait de grands succès à Versailles."

Mémoires du baron.. op. cit. tome II, Maestricht, 1786. pp. 1-2.

66 Le traducteur anglais des mémoires confirme également cette théorie:

"Mr. de Tott has stated to the translator the impracticability of the Turks receiving any essential permanent instructions from the Europeans, on this very principle, (...) that the instant their instructor becomes a Mahometan, he is looked upon as a fellow subject, and is reduced to a level with themselves, besides the contempt naturally attending a forced conversion; and if he remains a Christian, he has insuperable obstacles to overcome, even with the unusual and improbable protection and firmness of a Sultan Mustapha. Amongst others, the famous Mr. De Bonneval, whose history made so much noise at the beginning of this century, may be rated as an example of the truth of this observation. No Christian can ever be more respectable situated than Mr. De Tott, yet even his regulations produced only a momentary effect, and are already fallen into decay."

Memoirs of the baron de Tott on the Turks and the Tartars. Translated from the French by an English Gentleman at Paris, under the immediate inspection of the Baron (3 vol.), Dublin, 1785 (?). p. XX.

France en tant qu'aristocrate royaliste méprisé. Ses derniers jours en Hongrie ne lui donnèrent même pas l'occasion de se fixer dans le pays de ses ancêtres, car la mort l'enleva rapidement. D'un côté un trajectoire bien spectaculaire dans le siècle des Lumières, de l'autre un parcours tragique d'un cosmopolite à l'aube des nations européennes modernes.

Annexe

I. Notes du dossier personnel de François baron de Tott (Service Historique de l'Armée de Terre, série Maréchaux de Camp 2900)

"État des services (le 3 décembre 1781)

1733 le 18 aoust	né
1742 le 30 octobre	cornette au régiment de Bercheny hussards
1747	lieutenant
1757 le 10 décembre	capitaine réformé
1767 le 22 juin	rang de mestre de camp
1773 le 21 juillet	brigadier
1781 le 5 décembre	maréchal de camp
1785 le 22 novembre	lieutenant de roy à Douay

Pension	2 400#
Marine	10 000#
Lieutenant de Roy de Douay	10 000#

Observations

homme d'esprit, a été chargé de commissions particulières en Turquie.
Employé depuis longtemps par le Département des affaires Etrangères

a fait les campagnes de 1743 a 48 aide de camp du Mal de Bercheny a été blessé à Lawfeldt en 1747

est passé en 1755 a Constantinople avec son pere est revenu en 1763

a été envoyé en 1767 auprès du Kan de Crimée et suivit ce Prince dans l'invasion de la nouvelle Servie

revenu a Constantinople il fut chargé par le grand Seigneur de la deffense des Dardanelles, de la direction de l'artillerie et des fonderies
revenu en France à la fin de 1773"

II. Traduction d'un Mémoire de M. Le Baron de Tott présenté au Reys-Effendi
(Archives Diplomatiques de Nantes, Ambassade de Constantinople série Saint-Priest 48 pp. 429-431.)

"Sa hauteesse ayant bien voulu prendre en considération les représentations que le Baron de Tott avoit en l'honneur de faire à la sublime Porte relativement à l'ordre à Etablir dans l'artillerie, il est émané un commandement impérial pour qu'on procédât immédiatement à cette opération comme étant la plus importante

dans les circonstances précédentes. C'est d'après ce commandement, et dans cette vûe pleine de sagesse, que l'on a vû s'élever avec autant de promptitude que de magnificence l'édifice de la nouvelle fonderie sur le plan du Baron de Tott. la fonte des canons; la construction des machines propres à forer les pièces et a les mettre en état de service; et la formation d'un corps d'artillerie digne par la rapidité de son feu du nom distinctif de Suratchi, sont trois objets importants dont le Baron de Tott sous les auspices de S. h. il en rend de grandes actions de graces au Tout puissant; mais le zèle qui l'anime constamm^t. pour tout ce qui peut contribuer à la prospérité de l'Empire ottoman, ne lui permet pas de s'arrêter en si beau chemin, et il croit qu'il est de son devoir de représenter aujourd'hui à sa hauteesse que la Russie ne pouvant, ni quant au nombre des sujets, ni quant à l'étendue des ressources, soutenir un instant le parallèle avec la puissance Ottomane, la supériorité que les troupes russes ont eû depuis quelques années sur les armées de la sublime Porte, ne peut devenir compréhensible qu'à l'homme sensé qui considère l'avantage réel que cette cour ennemie retire de l'observation de la discipline militaire, et de l'acquisition des connoissances de la tactique, et surtout du service régulier de son artillerie; qu'il n'est possible de lui enlever cet avantage, qu'en lui opposant les memes armes, et en employant les memes moyens; que quoique les victoires et les défaites soient des événements absolument dépendans de la volonté de l'être suprême, et des mystères impénétrables, on ne sauroit cependant disconvenir que le bon succès de toute entreprise n'ait été attaché à la sage précaution d'étudier et de suivre le cours naturel des causes secondes; que les illustres prédécesseurs de S. h. et ses ayeux de glorieuse mémoire ne s'étoient jamais départi de cette prudente méthode, appliqués sans relache à la pratique exacte des règles de l'art militaire, soit dans l'emploi des munitions de guerre, soit dans la disposition de leurs troupes, aussi attentifs à observer chez leurs ennemis les inventions mises en usage, qu'empressés à les adopter, et concourant par cette prompte coopération aux Graces infinies dont le Très haut les a comblés; qu'à leur exemple sa hauteesse pourroit aisément triompher de ses ennemis, faire taire leurs batteries, et rendre à ses armées le courage et la victoire tout à la fois; qu'il suffiroit pour cela de faire fondre cent pièces de campagne et dix mortiers à bombes, en faisant pourvoir à l'attirail nécessaire pour les faire servir avec célérité; que la fonte de ces pièces pourroit se faire dans la nouvelle fonderie; et qu'un pareille acquisition doit etre regardée comme une profession utile, et comme un véritable thrésor dans un état.

Le Baron de Tott prend la liberté d'ajouter que toutes les puissances ne se servent dans leur artillerie sur terre et sur mer que de six calibres principaux, les autres etant rejettés comme inutiles, et même sujets à de fâcheux inconvéniens. C'est pour cette raison qu'il s'est contenté de présenter à la S. P. le dessein géometrique de six calibres reçus; et il espère qu'après en avoir considéré toute

l'utilité, il sera autorisé à mettre au plutôt la première main à cet ouvrage, afin qu'il se trouve achevé pour le printemps prochain, aussi bien qu'à former le corps d'artillerie destiné à servir les nouvelles pièces.

Le Baron de Tott ose promettre qu'il mettra tant de précision dans l'exécution du dessein qu'il a donné, et tant d'ordre dans l'exercice du nouveau corps d'artillerie, si l'on veut bien lui confier ces deux objets, que leur succès deviendra une époque mémorable dans l'histoire, et un monument éternel de la magnificence et de la gloire du règne de S. h. il prie la S. P. d'être persuadé de son empressement et de son zèle et il soumet toutes ses observations à ce qu'il lui plaira d'en décider"

TO 41818





Készítette a JATEPress

6722 Szeged, Petőfi Sándor sugárút 30—34.

Felelős kiadó: Dr. J. Nagy László,

a JATE Újkori Egyetemes és Mediterrán Tanulmányok Tanszékének vezetője

Felelős vezető: Szőnyi Etelka

Méret: B/5, példányszám: 200, munkaszám: 170/1997.

pro. Ke!

XB 54854